



# LA LETTRE DU RIOB



**RIOB**

Réseau International  
des Organismes de Bassin

## LE RIOB DANS LES GRAND ÉVÈNEMENTS INTERNATIONAUX

PAGE 04

## FENÊTRE SUR LES RÉSEAUX

PAGE 08

## GOUVERNANCE

PAGE 12

## FINANCEMENT

PAGE 16

## CONNAISSANCE

PAGE 20

## PLANIFICATION

PAGE 24

## PERSPECTIVES ET DÉFIS

PAGE 28

• Le RIOB à la Conférence des Nations Unies sur l'Eau de New-York	06
• 3 <sup>ème</sup> Conférence Internationale sur l'Eau et le Climat (CIEC 3)	07
• Regroupement des organismes de bassins versants du Québec (ROBVQ) : les communautés de pratique et les compétences transverses au service de l'eau	08
• 1 <sup>er</sup> Forum latino-américain de l'eau au Brésil : création d'un conseil régional	08
• 21 <sup>ème</sup> Conférence Internationale Euro-RIOB (16-19 Octobre, Valence, Espagne)	09
• Améliorer la coordination en matière d'eau et d'énergie en Asie centrale	10
• Nouvelle ère pour la gouvernance	10
• La gestion stratégique des ressources en eau dans le bassin du Citarum (Indonésie)	11
• DYNOPA : un projet de dynamisation des organismes de bassin transfrontaliers africains pour une gestion améliorée des ressources en eau dans un contexte de changement climatique	11
• Relance du Projet « UMJAE et STRATEAU »	13
• Le renforcement de la gouvernance locale de l'eau en Norvège par le biais de coordinateurs de bassin versant	13
• Finlande : la vision 2035 pour le bassin versant du système fluvial du Oulujoki	14
• FAO : la gouvernance intégrée de la pêche intérieure au niveau du bassin	14
• Adhésion de nouveaux États membres à la Convention sur l'eau en 2023	15
• Partenariat entre la CEE-ONU et le RIOB en faveur de la coopération dans le domaine des eaux transfrontalières	15
• Le Fonds international pour la sauvegarde de la mer d'Aral : 30 ans de coopération régionale	17
• COP28 : financement de l'adaptation au changement climatique	17
• Financement des chantiers hydrauliques en Espagne : un bref historique	18
• Autriche : investissements dans la gestion de l'eau	19
• Pépinière de projets Eau et Climat : une plateforme d'incubation pour adapter la gestion par bassin au changement climatique	19
• Le bassin inférieur du Mékong : un suivi global de la pollution plastique transfrontalière des rivières	21
• Les données dans la gestion des ressources en eau : l'exemple du bassin du Pô	21
• « La rivière ouverte à toutes les fonctions ! » : un examen des politiques nationales européennes de restauration de la continuité fluviale	22
• La gestion des écosystèmes sol-sédiments-eau à l'échelle des rivières à la mer	22
• Deux ans plus tard... dressons le bilan de la coopération technique pour la gestion intégrée de l'eau en Bolivie	23
• Région de la mer Baltique : une analyse complète pour relever les défis de la gestion de l'eau	23
• Suède : LIFE CONNECTS – Améliorer la restauration des rivières grâce à une approche holistique	25
• Somone : un laboratoire de la GIRE au Sénégal	25
• Espagne : gestion intégrée des sédiments dans le bassin hydrologique de l'Èbre	26
• Chine : réalisations importantes en matière de gestion intégrée et de restauration écologique de la rivière Yongding	26
• Le Mexique utilise la gestion des bassins versants pour mieux garantir le droit à l'eau des populations les plus vulnérables et des peuples indigènes	27
• La GIRE au Cambodge : de l'échelle locale vers l'échelle nationale	27
• Sur la route de Bali : le RIOB organise le segment bassin au 10 <sup>ème</sup> Forum Mondial de l'Eau	28
• Assemblée générale mondiale du RIOB	29
• Entretien avec Monsieur le Ministre de l'Équipement et de l'Eau du Maroc et Président du RIOB	30



**2**024 s'annonce comme une année à nouveau dense pour le Réseau International des Organismes de Bassin (RIOB), dans un moment de reconnaissance croissante de notre approche axée sur l'échelle du bassin pour une gestion durable des ressources en eau.

Célébrant les 30 ans de notre réseau, la prochaine Assemblée Générale Mondiale du RIOB se déroulera du 7 au 10 octobre 2024, à Bordeaux, en France. Elle marquera la passation de présidence du Maroc à la France pour trois ans et le renouvellement de notre plan d'action.

Le Forum Mondial de l'Eau de Bali, du 18 au 25 mai 2024, avec la coordination par le RIOB du segment politique consacré aux bassins, offrira une plateforme étendue pour partager connaissances et expériences et promouvoir des solutions innovantes, autour des enjeux, classiques mais sans cesse renouvelés, de la GIRE par bassin : la planification, le partage d'informations, la participation des acteurs, l'adaptation au changement climatique, entre autres.

La conférence des Nations Unies sur l'eau à New York en mars 2023, 46 ans après la conférence de Mar del Plata en 1977, a notamment été un moment significatif de confirmation de l'intérêt tant politique que technique pour l'approche par bassin, de la part de nombreux pays.

Le RIOB trouve ainsi dans cette reconnaissance un élan renouvelé pour son action « par et pour les bassins », à travers le monde.

**Dr. Eric Tardieu,**  
Secrétaire Général du RIOB

# LE RIOB DANS LES GRAND ÉVÈNEMENTS INTERNATIONAUX



## Préparation du 10<sup>ème</sup> FME (1<sup>st</sup> stakeholders meeting)

Cette réunion de lancement a eu pour objectif de porter et de discuter les priorités et les attentes des participants pour le 10<sup>ème</sup> Forum Mondial de l'Eau, prévu en mai 2024, à Bali. *Voir p. 28*

15 - 16 février

Jakarta (Indonésie)

<https://worldwaterforum.org/blog/nsf/1st-national-stakeholder-forum-1>



## Faire progresser la coopération transfrontalière dans le domaine de l'eau en s'engageant à participer à la conférence des Nations unies sur l'eau de 2023

Le webinar a présenté le Programme d'action pour l'eau et a fourni des recommandations et des exemples d'engagements pour la gestion des eaux transfrontières, en préparation de la Conférence des Nations unies sur l'Eau 2023.

23 février

Webinaire

[www.unescwa.org/events/advancing-transboundary-water-cooperation-through-commitments-united-nations-2023-water](http://www.unescwa.org/events/advancing-transboundary-water-cooperation-through-commitments-united-nations-2023-water)



## Préparation du 10<sup>ème</sup> FME (2<sup>nd</sup> Stakeholders meeting)

La seconde réunion préparatoire du 10<sup>ème</sup> Forum Mondial de l'Eau, dont le thème est « Eau pour une prospérité partagée », a constitué une étape cruciale dans la planification du Forum, avec la définition de trois piliers essentiels : le volet politique, le volet thématique et le volet régional. *Voir p. 28*

12 - 13 octobre

Bali (Indonésie)

<https://worldwaterforum.org/blog/news/3/2nd-stakeholders-consultation-meeting-addressing-global-water-challenges-74>



## 18<sup>ème</sup> Congrès mondial de l'eau de l'IWRA

Avec pour thème « L'eau pour tous : l'harmonie entre l'homme et la nature », le 18<sup>ème</sup> Congrès mondial de l'eau a visé à promouvoir la coordination et l'équilibre entre les besoins en eau de l'homme et de la nature. Le RIOB a organisé plusieurs sessions autour des thèmes de la gestion de l'eau par bassin, des solutions fondées sur la nature et des systèmes d'information sur l'eau innovants.

11 - 15 septembre

Pékin (Chine)

[www.worldwatercongress.com/schedulee](http://www.worldwatercongress.com/schedulee)



## 21<sup>ème</sup> Conférence Euro-RIOB

Pour ses 20 ans, la Conférence Internationale Euro-RIOB a réuni des représentants des États membres de l'Union européenne, des administrations nationales et régionales de l'eau, des autorités des districts hydrographiques et des organismes de bassin : une collaboration essentielle pour la mise en œuvre de la Directive Cadre sur l'Eau (DCE) et de ses « directives sœurs ». *Voir p. 9*

16 - 19 Octobre

Valence (Espagne)

[www.oieau.org/en/actualites/europe-inbo-2023-20th-anniversary-of-international-conferences-for-the-implementation-of-european-water-directives](http://www.oieau.org/en/actualites/europe-inbo-2023-20th-anniversary-of-international-conferences-for-the-implementation-of-european-water-directives)



## 1<sup>er</sup> Forum latinoaméricain de l'eau

Ce nouveau forum international vise à renforcer le dialogue et à intégrer les processus de prise de décision et de gouvernance dans le domaine de l'eau et de l'assainissement dans les pays d'Amérique latine. *Voir p. 8*

21 - 22 novembre

Aracajú (Brésil)

[www.forolatinoamericanodelagua.org](http://www.forolatinoamericanodelagua.org)

# LE RIOB DANS LES GRAND ÉVÈNEMENTS INTERNATIONAUX



## Conférence des Nations Unies sur l'eau

La Conférence des Nations Unies sur l'eau 2023, événement historique, a permis aux acteurs du domaine de l'eau de se réunir pour discuter des défis et opportunités liés à la gestion de l'eau à l'échelle mondiale. Le RIOB y a porté la voix des bassins à travers de nombreuses sessions et événements parallèles. *Voir p. 6*

📅 22 - 24 mars

📍 New York City (États-Unis)

🌐 <https://sdgs.un.org/conferences/water2023>

## 7<sup>ème</sup> réunion du Réseau mondial des bassins travaillant sur l'adaptation au changement climatique

La réunion a permis d'échanger des expériences et des mises à jour sur les avantages et la valeur ajoutée de l'élaboration et de la mise en œuvre de stratégies et de plans d'adaptation au changement climatique dans les bassins transfrontaliers, ainsi que de discuter des futures activités du réseau.

📅 25 - 26 mai

📍 Genève (Suisse)

🌐 <https://unece.org/environmental-policy/events/seventh-meeting-global-network-basins-working-climate-change-adaptation>



## 40<sup>ème</sup> congrès mondial de l'IAHR

À l'occasion du 40<sup>ème</sup> congrès mondial de l'Association internationale pour l'ingénierie et la recherche en matière d'hydro-environnement (IAHR), le RIOB a organisé et modéré une session spéciale consacrée à la gestion des bassins versants et à la science.

📅 22 août

📍 Vienne (Autriche)

🌐 [www.iahr.org/video/collection?id=98](http://www.iahr.org/video/collection?id=98)



## 3<sup>ème</sup> Conférence Internationale Eau et Climat

Co-organisée par le Royaume du Maroc, le RIOB et le Conseil Mondial de l'Eau, cette conférence a traité de la gestion de l'eau par bassin comme clé pour l'adaptation et l'atteinte des Objectifs de Développement Durable. Elle a réuni 400 participants pour débattre et échanger des expériences sur la mise en œuvre de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) et pour répondre aux défis posés par le changement climatique. *Voir p. 7*

📅 6 - 7 juillet

📍 Fès (Maroc)

🌐 [www.equipement.gov.ma/eau/CIEC/Pages/3eme-Conference-Internationale-Eau-et-Climat.aspx](http://www.equipement.gov.ma/eau/CIEC/Pages/3eme-Conference-Internationale-Eau-et-Climat.aspx)



## 28<sup>ème</sup> Conférence des Parties sur les changements climatiques (COP28)

Organisée par les Emirats arabes unis, la COP28 a donné lieu à d'intenses négociations. Résolu à placer l'eau au centre des débats, le RIOB a organisé à distance sept événements sur la gestion des bassins et l'adaptation au changement climatique. *Voir p. 18*

📅 30 novembre - 12 décembre

📍 Dubaï (Emirats arabes unis)

🌐 [www.cop28.com/en](http://www.cop28.com/en)

## Conférence des Nations Unies sur l'eau, New-York, 22-24 mars 2023



© RIOB

Le Réseau International des Organismes de Bassin (RIOB) était présent à la Conférence des Nations Unies sur l'eau de 2023 pour porter la voix des bassins auprès de décideurs et de divers acteurs du monde de l'eau œuvrant à toutes les échelles.

Cette conférence, qui s'est déroulée du 22 au 24 mars 2023, à New-York, a représenté un événement majeur pour les acteurs du domaine de l'eau, 46 ans après la conférence de Mar del Plata en 1977. Elle a permis à l'ensemble de la communauté de l'eau de participer à des réunions constructives, de renouer des dialogues physiques et de renforcer les liens avec les partenaires.

### Dans ce contexte, le RIOB a participé à l'organisation de quatre événements :

- « La durabilité dans la bonne gouvernance des ressources en eau souterraine » Porté par le Royaume du Maroc
- « L'approche de la nature en tant que partie intégrante de la société » Organisé avec The Nature Conservancy
- « La gestion intégrée des ressources en eau au niveau des bassins : les avantages de cette approche intégrée pour

accélérer la réalisation des objectifs de développement durable » Porté par la France

- « S'engager à faire progresser la coopération transfrontière en matière d'eau dans le monde entier pour le développement durable, l'action climatique, la stabilité et la paix » Organisé avec la Coalition pour la coopération sur les eaux transfrontières

Le RIOB s'est également associé à une dizaine d'ateliers et de conférences organisés par ses partenaires notamment sur les thèmes de la coopération transfrontière, la gestion des risques, la sécurité hydrique en Afrique, ou encore du dialogue ville-bassin.

Il a partagé ses analyses, ses connaissances, ses expériences et ses solutions autour du thème pivot de la gestion de l'eau par bassin, à travers ses initiatives telles que le Plan d'Action de Dakar et la Déclaration Eau et Nature.

En ligne avec les Objectifs de Développement Durable de l'ONU, la participation du RIOB à cette conférence témoigne de l'importance de la coopération internationale et du développement de stratégies communes.

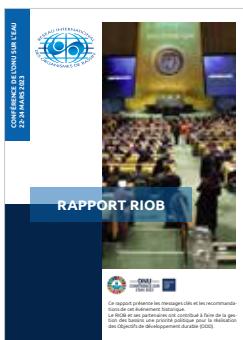
Les annonces faites à l'issue des discussions ouvrent des perspectives encourageantes pour accélérer l'effort commun de gestion durable des ressources en eau.



« Les plans de gestion des bassins hydrographiques sont des outils utiles pour la planification et la mise en œuvre d'actions pour la protection et l'utilisation durable des ressources en eau, ainsi que pour la coopération internationale. Les plans de gestion des bassins hydrographiques sont également un excellent exemple pratique pour les liens entre l'ODD

6 et l'ODD 14, car les mesures visant à améliorer les eaux intérieures contribuent également à atteindre un bon état de l'environnement marin. »

**S.E. M. Andrejs PILDEGOVIČS,**  
Ambassadeur et représentant permanent de la République de Lettonie auprès des Nations Unies



Retrouvez dans notre rapport tous les messages clés, engagements et recommandations portés par le RIOB lors des débats de la Conférence des Nations unies sur l'eau de 2023 sur les enjeux de la gestion de l'eau par et pour les bassins, dans un contexte de changement climatique et de pressions accrues sur la ressource.

### POUR EN SAVOIR PLUS

[Rapport RIOB](#)

# LE RIOB À LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE EAU ET CLIMAT



© RIOB

## La gestion de bassin comme une clé pour l'adaptation et l'atteinte des Objectifs de Développement Durable

Organisée par le Royaume du Maroc, le Réseau International des Organismes (RIOB) et le Conseil mondial de l'eau (CME), la troisième Conférence Internationale sur l'Eau et le Climat s'est déroulée les 6 et 7 juillet 2023, à Fès (Maroc). Elle a eu pour objectif de débattre et échanger les expériences sur la mise en œuvre de la Gestion Intégrée des ressources en eau (GIRE) et répondre aux défis posés par le changement climatique.



Cette conférence a abouti à l'adoption de la Déclaration de Fès pour le renforcement de la mise en œuvre de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau au niveau des bassins.

- 400 participants venus de 100 pays ;
- des orateurs venus de 24 régions du monde ;
- 4 langues : français, arabe, anglais et espagnol.

Les acteurs de cette rencontre ont affirmé ou réaffirmé leur soutien à des initiatives en faveur de la gestion par bassin, comme la plateforme d'incubation de projets eau et climat.

L'objectif de l'incubateur de projets Eau et Climat est d'accélérer l'émergence de projets d'adaptation de qualité à l'échelle des bassins hydrographiques. L'incubation consiste en un appui technique pour la production d'une note de concept de projet suffisamment mature pour être soumise aux bailleurs de fonds de la finance climat. Un effet levier important est attendu, avec un rapport de 1 à 100 entre le budget d'incubation et le budget de mise en œuvre du projet.



POUR EN SAVOIR PLUS

[Lire la Déclaration](#)



[Formulaire détection projets](#)

## Promotion de l'innovation et des technologies pour l'économie de l'eau

Pour faire face à l'accroissement de la fréquence et de l'intensité des sécheresses, à l'irrégulière disponibilité de la ressource en eau et à la consommation excessive des usagers, elles permettent de réaliser des économies d'eau, de s'adapter aux changements, et d'améliorer les connaissances de pluviométrie, de débit et d'évaporation.

## Gouvernance intersectorielle de l'eau et engagements par et pour les bassins

De nombreux secteurs (santé, agriculture et alimentation, énergie, industrie, urbanisme, tourisme) dépendent de la ressource en eau, et l'implication de toutes les parties prenantes est indispensable: une gouvernance intersectorielle est une approche durable à toutes les échelles et notamment à celle des bassins.

## Gestion des eaux souterraines: enjeux et perspectives

Les eaux souterraines fournissent plus de 50% de l'eau potable, 40% de l'eau pour l'agriculture irriguée, et 30% de l'eau nécessaire aux activités industrielles dans le monde. Tandis que leur disponibilité diminue, notre dépendance à celles-ci continue d'augmenter. Une gestion durable et conjointe des eaux souterraines et de surface est nécessaire pour faire face aux impacts du changement climatique sur la quantité et la qualité de la ressource.

Des solutions ont été mises en avant, comme par exemple, l'établissement de périmètres de protection et de programme de restriction de leur exploitation, la concertation, la mise en place de projets de recharge artificielle et de Mesures Naturelles de Rétention des Eaux...

## Prise en compte du coût réel de l'eau dans la mobilisation des ressources

La mobilisation des ressources en eau et leur mise à disposition requièrent d'importantes dépenses d'investissement, d'exploitation et d'entretien, d'autant plus en cas de recours à des ressources en eau non conventionnelles.

## Regroupement des organismes de bassins versants du Québec (ROBVQ) : les communautés de pratique et les compétences transverses au service de l'eau



Les organismes de bassin versant du Québec à la Grande Agora 2023. © ROBVQ

Le Regroupement des organismes de bassins versants du Québec (ROBVQ) rassemble et représente les 40 organismes de bassins versants du Québec. Sa mission est de favoriser la gestion intégrée de l'eau par bassin versant et de soutenir les organismes dans leurs activités. À ce titre, il leur offre des services d'accompagnement, de formation et de représentation. L'essence du ROBVQ est de former un réseau uniifié, renforcé par un sentiment d'appartenance et de confiance mutuelle.

La mise en commun des ressources et des savoir-faire ainsi que la stimulation de l'innovation, tout en respectant leur autonomie et leur diversité, sont des éléments essentiels. C'est ainsi que le ROBVQ a créé des communautés de pratique (CdP). Il a commencé par identifier toutes les activités menées par ses membres. Ces dernières ont ensuite été classées selon quatre domaines de pratique : administration et gestion, expertise et analyse, mobilisation et communication, et planification et régulation de l'utilisation des sols. Ceux-ci ont ensuite formé les quatre CdP principales. Elles sont organisées autour

de domaines de travail, qui visent à développer des capacités dans une pratique spécifique, avec l'idée de mettre au point les outils, les méthodes, les connaissances et le savoir-faire qui y sont associés.

Pour intégrer les membres du réseau qui ne participent pas aux CdP, le ROBVQ a mis en place une plateforme parallèle, l'Agora. Il s'agit de l'élément placé au centre de toutes les discussions découlant des CdP. Quatre événements sont organisés chaque année, dont un événement regroupant les membres, la Grande Agora. La force de ce processus réside dans l'apprentissage transversal, qui est ensuite reproduit dans les activités menées par les organismes de bassins versants. Dans un contexte où la gouvernance de l'eau au Québec repose principalement sur la capacité des parties prenantes à collaborer et à faire preuve d'agilité et de flexibilité avec peu de ressources, les CdP constituent un laboratoire idéal pour développer les compétences nécessaires à la gestion intégrée de l'eau.

**Karine DAUPHIN,**  
Directrice générale du ROBVQ

## 1<sup>er</sup> Forum latino-américain de l'eau au Brésil : création d'un conseil régional

Le 1<sup>er</sup> Forum latino-américain de l'eau s'est tenu à Aracaju, Sergipe, au Brésil, du 20 au 22 novembre 2023. Cet important événement d'ampleur internationale avait pour objectif de renforcer le dialogue et l'intégration des processus de prise de décisions relatives à l'eau et à l'assainissement dans les pays d'Amérique latine, dans les contextes politiques, techniques, sociaux et institutionnels. Il visait aussi à créer des réseaux, des échanges et des programmes sur les ressources en eau afin de contribuer au développement durable en Amérique latine.

Ce forum a été organisé par le réseau brésilien des organismes de bassin, avec l'association brésilienne des ressources en eau, l'association brésilienne des eaux souterraines et l'association brésilienne d'ingénierie sanitaire et environnementale, avec le soutien de l'Agence nationale des eaux et de l'assainissement de base et de l'UNESCO. Ce forum a permis l'organisation de débats sur les thèmes du climat, de l'environnement, de l'innovation, du développement, du financement et de la coopération.

Le forum a réuni plus de 400 personnes provenant de 18 pays. Il s'est terminé par la création du Conseil latino-américain de l'eau avec le soutien de 112 institutions publiques et privées et de la société civile. Le programme du Conseil latino-américain de l'eau prévoit son lancement lors du 10<sup>ème</sup> Forum Mondial de l'Eau qui aura lieu en mai 2024 à Bali, en Indonésie.

**Lupercio ZIROLDO ANTONIO,**  
Président du REBOB



© REBOB

« La communauté internationale de l'eau doit écouter les voix de l'Amérique latine et des Caraïbes. En effet, cette région dispose d'une expérience riche et fructueuse qu'elle souhaite partager et fait face aux mêmes défis que les autres régions du monde. »

**Dr. Eric TARDIEU,**  
Secrétaire Général du RIOB

## 21<sup>ème</sup> Conférence Internationale Euro-RIOB (16-19 Octobre, Valence, Espagne)



	<b>150 PARTICIPIANTS</b>
	<b>24 PAYS REPRÉSENTÉS</b>
	<b>2 ATELIERS INTERACTIFS</b>

	<b>62 INTERVENANTS ET RAPPORTEURS</b>
--	---------------------------------------

La 21<sup>ème</sup> Conférence Internationale Euro-RIOB a été co-organisée par le Réseau International des Organismes de Bassin (RIOB), la Confédération Hydrographique du fleuve Júcar, le Ministère de la Transition écologique et du Défi démographique d'Espagne, l'Office français de la biodiversité (OFB), ainsi que le Réseau Méditerranéen des Organismes de Bassin (REMOB). 150 participants issus de 24 pays ont répondu présents pour débattre des enjeux actuels et futurs liés à la gestion de l'eau et des bassins en Europe.

Les discussions se sont articulées pendant deux jours autour de cinq sessions thématiques plénierées (pollution agricole diffuse, mise en œuvre de la Directive Cadre sur l'Eau et articulation avec les autres directives européennes, réutilisation des eaux usées, gestion participative, coopération transfrontalière).

Cette édition anniversaire a été marquée par la passation de la présidence de l'Euro-RIOB de la France, représentée par M. Jean Launay, Président du Conseil National de l'Eau, à l'Espagne, représentée par M. Teodoro Estrela, Directeur Général de l'eau au ministère de la Transition écologique et du Défi démographique.

Spécificité de cette édition : à l'occasion du 20<sup>ème</sup> anniversaire du REMOB et des sessions statutaires de son Assemblée générale, les acteurs de la gestion des bassins des deux côtés de la Méditerranée ont également été conviés à prendre part aux discussions.



**POUR EN SAVOIR PLUS**

**Rapport de l'Euro-RIOB**

### Identifier les pratiques innovantes de gouvernance de l'eau avec les projets Horizon Europe

La conférence comprenait un atelier consacré aux innovations en matière de gouvernance de l'eau et organisé par un groupe de trois projets Horizon Europe (GOVAQUA, InnWater et RETOUCH NEXUS). L'atelier a permis aux participants de découvrir les pratiques innovantes de gouvernance de l'eau identifiées jusqu'à présent par les trois projets et de faire part de leurs commentaires.

L'Europe regorge de bonnes pratiques en matière de gouvernance de l'eau et l'un des objectifs de l'atelier était d'en rassembler des exemples. L'innovation dans la gouvernance de l'eau peut être considérée comme une pratique évolutive qui adopte de nouvelles solutions, pas encore largement appliquées, qui pourraient ouvrir la voie à une gestion de l'eau plus adaptative et résiliente.

Les innovations en matière de gouvernance de l'eau peuvent concerner, par exemple, la participation des parties prenantes, les outils numériques, les instruments économiques ou l'approche du Nexus eau-énergie-alimentation-écosystèmes qui met en évidence l'interdépendance de l'eau, de l'énergie, de la sécurité alimentaire et des écosystèmes. Au cours de l'atelier, des études de cas réels issus des trois projets de recherche ont permis d'établir un lien tangible avec les questions abordées, tandis qu'une séance de travail interactive a favorisé un débat animé et un échange d'idées entre les participants.

#### POUR EN SAVOIR PLUS



**Fiche de présentation**



**Présentations de l'atelier**

### La gestion des rivières dans un contexte de changement climatique : défis et opportunités

Le changement climatique a un impact considérable sur la qualité et la quantité d'eau. Partout en Europe, on observe des événements extrêmes tels que des sécheresses et des inondations, qui ont un impact sur la biodiversité mais aussi sur les activités humaines. Des exemples de gestion adaptative et intégrée des rivières existent déjà (réouverture de rivières, restauration de la végétation indigène...), mais certains défis subsistent (conflit entre les utilisations de l'eau, gestion des événements extrêmes, eau verte, SFN...), pour lesquels les organisations de bassin ont un rôle central à jouer.

#### POUR EN SAVOIR PLUS



**Présentations de l'atelier**



**Synthèse de l'atelier**

## Améliorer la coordination en matière d'eau et d'énergie en Asie centrale

La gestion de l'eau et la gestion de l'énergie sont étroitement liées et constituent un facteur clé des relations inter-États entre les pays d'Asie centrale depuis leur indépendance au début des années 1990. Au cours de leurs 30 années d'indépendance, les pays d'Asie centrale ont fait des progrès continus et constructifs en matière de coopération, notamment par le biais d'un travail conjoint au sein d'institutions telles que le Fonds international pour la sauvegarde de la mer d'Aral (IFAS), la Commission inter-États pour la coordination de l'utilisation des ressources en eau (ICWC), la Commission inter-États pour le développement durable (ICSD) et le Centre de coordination (CDC) pour « l'énergie ».

Toutefois, la coordination entre les organismes en charge de l'eau et de l'énergie pour assurer une régulation des débits stable et mutuellement bénéfique reste limitée. Par conséquent, l'interaction régionale a pris de l'ampleur au cours de ces dernières années, poussée par les chefs d'État d'Asie centrale qui ont réitéré l'importance de renforcer la coopération multilatérale mutuellement bénéfique sur l'utilisation intégrée et rationnelle des ressources en eau et en énergie.

En 2023, le Centre d'information scientifique de la Commission inter-États pour la coordination de l'utilisation des ressources en eau (SIC ICWC) en Asie centrale, agissant en tant que secrétariat du Réseau des organisations de gestion de l'eau d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale (EECCA NWO), a contribué à ce processus. En partenariat avec l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et des experts, il a préparé un document de réflexion intitulé *Rethinking Institutional and Financial Mechanisms on Water and Energy Cooperation in Central Asia* (Représenter les mécanismes institutionnels et financiers de coopération en matière d'eau et d'énergie en

Asie centrale) et a permis de longs échanges à propos de ses conclusions lors de différents forums, tels qu'un atelier intitulé « Innovative Solutions for Strengthening regional cooperation on water and energy in Central Asia » (Des solutions innovantes pour renforcer la coopération régionale en matière d'eau et d'énergie en Asie centrale - 7 juin, Douchanbé), une session spéciale sur le complexe énergie-eau en Eurasie lors du Eurasian'23 Congress (8-9 juin, Sotchi), la table ronde en mémoire du Professeur V.A. Dukhovniy « Amélioration de la coopération régionale en matière d'eau et d'énergie en Asie centrale » (16 août) et le Forum économique du SPECA 2023 (20-24 novembre, Bakou).

Le document et les réflexions suggèrent que la voie à suivre pour améliorer la coordination en matière d'eau et d'énergie nécessite une approche holistique dans l'élaboration des mesures, en s'appuyant sur les mécanismes existants dans les domaines de l'eau et de l'énergie tout en combinant des approches administratives et basées sur le marché en soutien à la réglementation inter-États. Une telle approche hybride pourrait permettre de prendre et de mettre en œuvre efficacement des décisions mutuellement bénéfiques en matière d'eau et d'énergie en Asie centrale.

**Dinara ZIGANSHINA,**  
Directrice, SIC ICWC



**POUR EN SAVOIR PLUS**

<http://cawater-info.net>

## Nouvelle ère pour la gouvernance



Le Tribunal de l'eau de la plaine de Valence est l'une des plus anciennes institutions judiciaires existantes en Europe. Il est composé de huit administrateurs élus chargés de gérer les agriculteurs des litiges relatifs à l'utilisation de l'eau d'irrigation dans plusieurs communautés et canaux d'irrigation. © CHJ

De nombreuses régions du monde sont aujourd'hui soumises à des difficultés grandissantes et liées à l'eau, que ce soit à cause de la pollution (urbaine, industrielle, agricole...), de la surexploitation des rivières et des nappes aquifères ou à cause de problèmes sociaux ou géopolitiques. Beaucoup de solutions sont imaginées afin de résoudre ces problèmes : la gestion intégrée des ressources en eau, l'utilisation de ressources non conventionnelles (desalination de l'eau de mer ou réutilisation des eaux épurées), la numérisation du secteur de l'eau, des technologies de pointe variées... Il semblerait que les hommes soient incapables de trouver la solution aux problèmes qu'ils ont eux-mêmes créés.

J. F. Kennedy a dit « Our problems are man-made, therefore they may be solved by man. No problem of human destiny is beyond human beings » : Nos problèmes ont été créés par l'homme et nous pouvons donc les résoudre. Aucun

problème humain ne va au-delà de nos capacités.

En effet, les problèmes causés par les hommes peuvent être résolus par eux, sans technologies sophistiquées, sans grands projets ou chantiers et sans dépenses importantes. La solution ? La gouvernance.

Les gouvernements, administrations et organismes de bassin devraient faire plus pour mettre en œuvre ces principes sur la gouvernance. Si nous y parvenons, nous pourrons résoudre les problèmes à notre propre échelle, celle des êtres humains, en utilisant nos plus grands dons, l'intelligence et le langage, d'une manière plus démocratique et économique. Nous pourrons ainsi rendre la planète plus habitable, et surtout plus humaine.

**Miguel POLO,**  
Président de la Confédération hydrographique du Júcar,  
secrétaire technique permanent du Réseau méditerranéen  
des organismes de bassin (REMOB)

## La gestion stratégique des ressources en eau dans le bassin du Citarum (Indonésie)

L'Indonésie est le troisième pays au monde le plus riche en ressources en eau renouvelables et fournit environ 3 906 milliards de m<sup>3</sup> d'eau douce. La disponibilité d'eau douce par habitant en Indonésie dépasse le seuil moyen mondial. Une gestion efficace de cette ressource par le gouvernement pourrait considérablement améliorer les opportunités de développement durable.

Le bassin du Citarum, situé dans la province de Java occidental et s'étendant sur 11 323 km<sup>2</sup>, joue un rôle essentiel dans l'approvisionnement en eau de Jakarta et de la province de Java occidental, et ce en grandes quantités. Il permet l'irrigation de plus de 420 000 hectares et contribue à la résilience énergétique et à la prévention des crues grâce à trois barrages (Saguling, Cirata et Jatiluhur).

Le bassin fluvial est confronté à des défis complexes en amont et en aval. Cela inclut la pollution de l'eau causée par diverses sources de déchets, telles que l'agriculture, l'industrie, les ménages, la pêche et la sédimentation, la métropole de Bandung générant environ 6 000 tonnes de déchets solides par jour, les 77 000 hectares environ de terres dégradées dans la partie amont du bassin du Citarum et les inondations annuelles dans le Nord de la province de Java occidental et le kabupaten de Bandung, couvrant environ 11 750 hectares. De plus, le manque d'éducation et d'application de la loi au sein de la population exacerber ces problèmes.

En réponse à ces défis, le président de l'Indonésie s'est engagé à réhabiliter le bassin du Citarum, en commençant par mettre en place un projet ayant pour objectif d'apporter des améliorations et de revitaliser le bassin d'amont en aval.



Le lac Cisanti, source du bassin du Citarum. © Perum Jasa Tirta II

En outre, la mise en œuvre de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) par le biais du concept Citarum Pentahelix implique cinq secteurs: l'université, la communauté, le gouvernement, les médias, les organismes de bassin versant et les secteurs privés. Il possède un fort potentiel pour fournir des solutions basées sur leurs domaines respectifs, y compris les connaissances, les aspects sociaux et politiques, la communication et le développement stratégique futur. Le concept Citarum Pentahelix doit être appliqué et les secteurs doivent se soutenir mutuellement afin de se débarrasser de l'odeur nauséabonde du Citarum, de le rendre propre, sain et durable.

**Dr Imam SANTOSO,**  
Président du Réseau des Organismes de Bassin Asiatiques (NARBO)

## DYNOBA: un projet de dynamisation des organismes de bassin transfrontaliers africains pour une gestion améliorée des ressources en eau dans un contexte de changement climatique

Ce projet d'une durée de trois ans (2023-2025) porté par l'Office International de l'Eau (OIEau) et financé par l'Agence Française de Développement (AFD) a pour vocation de renforcer les capacités des Organismes de Bassin Transfrontaliers (OBT) dans les piliers de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) et de partager les expériences, pour une meilleure gestion des ressources en eau, à l'échelle des bassins versants.

Les bénéficiaires de ce projet sont l'Autorité du Bassin du Niger (ABN), l'Autorité du Bassin de la Volta (ABV), la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT), l'Initiative du Bassin du Nil (IBN), l'Organisation pour la mise en Valeur du Fleuve Gambie (OMVG) et l'Organisation pour la mise en Valeur du Fleuve Sénégal (OMVS). Cette liste n'est pas exhaustive et est susceptible d'évoluer. Le Réseau Africain des Organismes de Bassin (RAOB) est lui aussi un acteur clé du projet, en tant que leader de la composante 4 dédiée au partage d'expériences et partie prenante des trois autres composantes.

Les activités sont mises en œuvre dans le cadre de partenariats et/ou de prestations faisant appel à des bureaux d'études, ONG et institutions de recherche, dont le Centre National d'Etudes Spatiales (CNES) et l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) s'agissant des activités spatiales.

### Ce projet s'articule autour de quatre grandes composantes:

- L'amélioration de la gouvernance des OBT, leur

organisation institutionnelle et la mise en place de nouveaux mécanismes de financement autonomes et durables.

- Le renforcement de systèmes d'information sur l'eau, l'utilisation et la diffusion de leurs produits, ainsi que le développement d'outils d'aide à la décision.
- L'appui à la planification stratégique des mesures et actions pour l'amélioration de la gestion des bassins versants, ainsi que la programmation et la gestion d'infrastructures et aménagements à caractère transfrontalier, y compris ceux permettant la préservation des écosystèmes.
- La promotion de nouveaux modes de partage d'expériences et d'échanges entre les OBT et le RAOB.

Au cours de l'année 2023, l'équipe en charge du projet au sein de l'OIEau a mis en place les conditions de fonctionnement du projet avec les bénéficiaires et partenaires: signature de conventions, passation d'un accord-cadre à marchés subséquents, élaboration d'une stratégie de communication, etc. En fin d'année les premiers marchés ont été lancés. Ils portent sur la préservation des têtes de bassin versant du Massif du Fouta Djalon en Guinée et sur l'installation de stations hydrométriques sur le territoire de quatre OBT.

**Dr. Amadou Lamine NDIAYE,**  
Secrétaire Général, Haut-  
Commissariat OMVS

**Mélanie FAYET,**  
Chargée de projets à l'Office  
international de l'Eau



«Ce projet est crucial pour l'atteinte des ODD, notamment l'ODD 6.5 qui traite en priorité des questions de l'eau. Il cadre parfaitement aux conclusions de la conférence sur l'eau qui s'est tenue à New-York en mars 2023 recommandant une accélération de la mise en œuvre de l'Agenda de la Décennie sur l'Eau.

Le projet DYNOBA est un catalyseur qui apportera une vraie valeur ajoutée, qui servira aux organismes de bassin africains en route vers le prochain Forum Mondial de l'Eau à Bali en 2024.»

**M. Mohamed ABDEL VETAH**  
Secrétaire Technique Permanent  
du RAOB, Haut Commissaire de  
l'OMVS

# GOUVERNANCE



## Les bassins, essentiels pour le futur de l'eau

Pas à pas, année après année, des organisations de bassin voient le jour dans un nombre plus important d'États. Et lorsqu'elles existent, elles prennent une place plus importante dans l'élaboration et le suivi des politiques publiques de l'eau. S'y ajoute le rôle prépondérant des bassins transfrontaliers dans le quotidien hydrodiplomatique.

Car les bassins, qu'ils soient régionaux, nationaux, internationaux, ne sont plus seulement des entités administratives et techniques, ils deviennent peu à peu des entités au(x) rôle(s) politique, économique et sociétal affirmé(s).

Les rassemblements les plus récents de ces derniers mois, à Fès en juillet, à Pékin en septembre, à Bali et à Valence en octobre ont démontré le positionnement central du concept de Bassin dans la Sécurisation de la Ressource en eau, dans son financement et dans sa gouvernance.

Face aux divagations climatiques et aux concentrations démographiques qui

engendrent pauvreté et désespoir, les bassins sont en première ligne pour établir un nouvel équilibre entre l'eau pour l'humain et l'eau pour la nature.

Le Bassin est le premier réceptacle des Solutions Fondées sur la Nature. Il est concerné par les principaux sujets qui traversent l'hydrosphère: celui des réserves d'eau douce, celui de la relation avec la production d'hydrogène vert (ou bleu), celui du rapport urbain/rural, celui de l'eau nécessaire à la production alimentaire, celui des compétences entre décentralisation et déconcentration, celui de la prévention des désastres.

Sans aucun doute les bassins acquièrent peu à peu leurs lettres de noblesse. À Bali en mai 2024, et ensuite, les autorités de bassin parleront aux chefs d'État, aux parlementaires, aux entités ministérielles et aux élus locaux. Ils sont partie prenante du futur de l'eau et nous sommes heureux et fiers de contribuer à leur donner leur véritable place dans la grande famille de l'eau.

**M. Loïc FAUCHON**  
Président du Conseil Mondial de l'Eau



**« Pour un pays avec la diversité territoriale et climatique du Chili, il est essentiel de travailler sur la sécurité de l'eau et l'ODD 6 au niveau du bassin. C'est pourquoi nous voulons avancer sur trois axes principaux et complémentaires :**

- 1 Développer et mettre en œuvre des plans stratégiques pour les ressources en eau dans les bassins.**
- 2 Préparer un projet de loi qui crée les conseils de bassin, en tant que composante essentielle du système de gestion de l'eau. Une action transformatrice que nous avons initiée en changeant la façon dont les politiques publiques ont été historiquement développées, en passant d'une approche descendante à une approche ascendante, à travers l'intégration des acteurs territoriaux dans la co-création de son modèle de gouvernance.**
- 3 Renforcer le travail et les accords conclus dans le cadre du Protocole additionnel spécifique sur les ressources en eau partagées, promouvoir de nouveaux accords en phase avec l'indicateur 6.5.2 des ODD et continuer à collaborer dans le cadre de la Coalition pour la coopération dans le domaine des eaux transfrontières. »**

**Mme Maisa ROJAS,**

Ministre de l'environnement du Chili, lors d'une session plénière à la Conférence de l'ONU sur l'eau 2023

# Relance du Projet «UMJAE et STRATEAU»

## Un nouveau chapitre pour une gestion concertée de l'eau dans la région méditerranéenne

L'Ambassade de l'Eau (AdE) a annoncé la relance du projet « UMJAE et Strateau » une initiative novatrice pour la promotion de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) dans la région méditerranéenne. Cette relance s'accompagne d'une dimension culturelle inédite, visant à sensibiliser les citoyens des pays arabophones à la protection et au partage équitable de l'eau.

Fondée en 2006, l'AdE agit au travers de deux axes majeurs: la jeunesse, représentée par l'Union Méditerranéenne des Jeunes Ambassadeurs de l'Eau (UMJAE), et la promotion d'une bonne gouvernance de l'eau avec l'outil décisionnel STRATEAU. Ce dernier, conçu pour offrir une vision préalable des enjeux liés à l'offre et à la demande en eau, devient un outil majeur dans la préservation des ressources hydriques, grâce à la nouvelle version développée par le Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (Cerema).

STRATEAU intégrera à court terme des critères économiques et d'emplois, facilitant ainsi les arbitrages liés à la stratégie territoriale de l'eau. Son objectif ? Etre le premier outil d'aménagement des territoires, favorisant la concertation et un développement économique, social, et environnemental, en harmonie avec les contraintes en eau.

Le projet « UMJAE et STRATEAU » prend une nouvelle dimension culturelle en rassemblant les pays arabophones autour de la langue, des croyances locales, et des méthodes ancestrales pour partager et protéger l'eau. Une convention spécifique de coopération a été signée avec la Faculté de Sciences de Rabat (Maroc), ouvrant la voie au premier Sommet Arabe sur l'Eau.

Les prochaines étapes incluent l'animation du club des utilisateurs et des développeurs de STRATEAU, des stages pour la collecte de données, et l'implication des Jeunes Ambassadeurs de l'Eau dans le projet. L'UMJAE continuera de former de nouveaux ambassadeurs, d'organiser des sessions de formation, et de renforcer son partenariat avec les réseaux universitaires existants.



# Le renforcement de la gouvernance locale de l'eau en Norvège par le biais de coordinateurs de bassin versant

Afin de renforcer la gouvernance locale de l'eau en Norvège, des coordinateurs de bassin versant ont été mis en place dans tout le pays. Enracinée dans des précédents fructueux dans un certain nombre de bassins versants avant la Directive-cadre sur l'eau (DCE), cette approche, soutenue par les offices locaux de l'eau, a désormais été étendue à près de 100 bassins versants, grâce à un effort collaboratif impliquant les autorités nationales, régionales et locales.

Les bassins versants en Norvège sont intercommunaux, mettant en relation diverses parties prenantes autour de problèmes et d'intérêts communs en matière d'eau.

Les communes, en tant qu'autorités clés, sont responsables de la gestion de l'eau potable et des eaux usées, du ruissellement de surface, des impacts de l'agriculture, de la gestion de l'utilisation des sols dans et le long des cours d'eau, ainsi que des problèmes de pollution mineurs. Il est essentiel de faciliter davantage la participation publique au niveau local, où les gens ont un sentiment d'appartenance et se sentent responsables de leurs rivières et lacs.

Avec cette nouvelle approche basée sur les bassins versants, qui est désormais adoptée dans presque toute la Norvège, les coordinateurs de bassin versant endosseront le rôle d'experts et permettent de partager les ressources en aidant les communes à s'acquitter de leurs responsabilités en matière de gestion de l'eau. En outre, ils contribuent activement à la diffusion de l'information publique, aux campagnes

de sensibilisation et à l'engagement communautaire.

Plus de la moitié des coordinateurs sont employés à temps plein, chacun supervisant un à trois bassins versants, en fonction des défis et des pressions spécifiques dans chaque région. Le financement du salaire des coordinateurs est un effort commun, le gouvernement central versant environ 2 millions d'euros par an. Les 4 à 6 millions d'euros restants sont pris en charge par les autorités régionales et locales, ce qui témoigne d'un engagement en faveur de l'objectif collectif d'une gouvernance efficace de l'eau.

L'accent mis sur la continuité entre les coordinateurs est un facteur de réussite essentiel de cette initiative. Reconnaissant le besoin de postes permanents, il est impératif d'assurer un financement cohérent et prévisible. Bien que des progrès aient été réalisés, avec un nombre croissant de coordinateurs permanents, le système n'est pas encore entièrement mis en œuvre dans tous les bassins versants.

En conclusion, cette approche montre à quel point le soutien local est essentiel pour que les plans de gestion de bassin versant soient efficaces. La participation locale permet l'utilisation des connaissances locales et basées sur l'expérience ainsi que l'élaboration de mesures environnementales adaptées au contexte local. « L'adhésion » locale au sein des communes et de la population donne de la crédibilité aux plans et de la loyauté quant à leur mise en œuvre.



Le coordinateur du bassin versant s'adresse aux responsables politiques du bassin versant du fjord d'Oslo. © Lars Kristian Selbekk



## POUR EN SAVOIR PLUS

<https://bit.ly/47oO0xU>



<https://bit.ly/3RIfFJ4>



<https://bit.ly/3tSe86I>

**Anders IVERSEN,**  
Coordinateur national de l'eau pour l'Agence nationale de l'environnement, Norvège

## Finlande : la vision 2035 pour le bassin versant du système fluvial du Oulujoki

En Finlande, les récents projets de vision dans le domaine de l'eau ont évolué en matière de contenu et de portée, le projet du bassin versant du Oulujoki (2021-2023), financé par le Fonds européen de développement régional, étant le plus vaste sur le plan géographique et thématique. S'étendant une surface de 22 841 km<sup>2</sup>, le cours d'eau Oulujoki est essentiel à la production hydroélectrique, mais a eu un impact négatif sur les stocks de poissons et les écosystèmes aquatiques.

Le projet de vision du bassin versant, mené en collaboration avec les parties prenantes régionales, visait à intégrer la gestion de l'eau, l'hydroélectricité, la pêche, l'utilisation des sols et les intérêts économiques d'ici 2035, reconnaissant la nécessité de surmonter l'isolement passé grâce aux stratégies régionales. Il faisait partie du plus vaste projet ARVOVESI qui a été mené en collaboration avec l'Université d'Oulu, l'Institut finlandais de l'environnement (Syke) et l'Institut des ressources naturelles (Luke).

Le projet impliquait une approche de co-création, en utilisant les dernières données de recherche pour concilier les objectifs liés aux bassins versants. Dans le cadre de l'approche structurée centrée sur les objectifs, plus de 100 parties prenantes ont participé à plus de 20 comités consultatifs et réunions de groupes de travail, ce qui a donné lieu à cinq sous-domaines :

- les eaux et la biodiversité ;

- les stocks de poissons et la pêche ;
- le tourisme de loisir et le tourisme de nature ;
- les objectifs hydroélectriques et climatiques ;
- les habitats, les moyens de subsistance et l'attraction.

Chaque sous-domaine comptait trois à cinq objectifs et des mesures proposées, pour un total de plus de soixante mesures pour la vision.

Les points de vue sur l'hydroélectricité et la migration des poissons étaient divisés, ce qui a posé un défi important, entraînant le retrait de certaines parties du résultat final. La large portée thématique et régionale a ajouté de la complexité. La difficulté à parvenir à un consensus a été aggravée par des interprétations différentes de la Directive-cadre sur l'eau en ce qui concerne les objectifs pour les poissons migrateurs dans des masses d'eau fortement modifiées. Les projets de vision future devraient mettre l'accent sur le dialogue constructif et l'application de méthodes systématiques de structuration des problèmes pourrait s'avérer bénéfique. Néanmoins, le travail de vision fournit une base solide pour les projets ultérieurs et l'identification de mesures, y compris des approches innovantes telles que la gestion de l'eau par les entreprises.

**Mika MARTTUNEN,**

Group Leader à l'Institut finlandais de l'environnement

## FAO : la gouvernance intégrée de la pêche intérieure au niveau du bassin

La pêche intérieure produit environ 12 millions de tonnes de poissons par an dans le monde. L'intégration de la pêche intérieure dans la gouvernance des bassins est cruciale en matière de nutrition, de sécurité alimentaire et de moyens de subsistance pour des millions de personnes dans le monde.

Pour répondre à cette question, l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), en coopération avec l'Organisation des pêches du lac Victoria (OPLV) et la Commission du bassin du lac Victoria (LVBC), a organisé le premier atelier mondial entre les Organisations régionales des pêches (RFB) et les Organismes de gestion des bassins (BMO) pour étendre la coopération vers une pêche intérieure durable en matière de sécurité alimentaire et de nutrition (6-8 décembre 2023, Entebbe, Ouganda).

Le Réseau International des Organismes de Bassin (RIOB) et le Réseau africain des organismes de bassin (RAOB) ont participé à l'événement, aux côtés de représentants de l'Autorité du lac Tanganyika, de l'Initiative du bassin du Nil, de l'Organisation du traité de coopération amazonienne et des Organisations régionales des pêches de la FAO.

Trois divisions de la FAO étaient représentées (pêche et aquaculture, foresterie, terre et eau). Cet effort institutionnel visant à briser les silos s'inspire de l'adoption de la « Gestion intégrée des ressources en eau » comme thème placé au centre des débats de la 43<sup>ème</sup> session de la Conférence de la FAO et comme thème biennal des sessions de l'Organe directeur de la FAO en 2024-2025.

La principale menace pour la pêche intérieure comprend les changements environnementaux, la déforestation, l'expansion agricole et le développement d'infrastructures hydrauliques mal conçues. Par exemple, dans le bassin de la Komadougou Yobé au nord-est du Nigéria, le développement de barrages dans les années 1970, les importantes extractions d'eau pour l'irrigation et les impacts du changement climatique dans la région ont contribué à modifier le débit saisonnier des cours d'eau. Cela a eu une incidence sur les moyens de subsistance des personnes vivant de la pêche, de l'agriculture et du bétail et a entraîné des conflits. Un plan de gestion a été mis en place pour prendre des mesures à l'égard des écosystèmes dégradés, restaurer les variations typiques du débit et réduire les tensions entre les utilisateurs du bassin.

Il est nécessaire d'adopter une approche plus globale au niveau du bassin pour faire face à ces défis.

Enfin, les participants à l'atelier ont demandé à la FAO de poursuivre les activités conjointes, y compris la mise en place de mécanismes de gouvernance communs et l'identification de bassins pilotes régionaux, dans le but d'établir un cadre de coordination plus fort entre les RFB et les BMO.

Cette approche collaborative signifie un engagement en faveur d'efforts coordonnés en vue d'une intégration efficace des pêches intérieures dans des initiatives de gestion du bassin plus larges.



© RIOB



« La restauration des écosystèmes des lacs et des zones humides est notre priorité absolue pour faire face à des défis tels que les inondations, la perte des moyens de subsistance, l'insécurité alimentaire et la pollution de l'eau. »

**Mme Hellen ADOA,**  
Ministre d'État chargée de la pêche de l'Ouganda



**POUR EN SAVOIR PLUS**

<https://bit.ly/3vB82rl>



<https://bit.ly/3U16gKz>



<https://bit.ly/3O1Yyfk>

# Adhésion de nouveaux États membres à la Convention sur l'eau en 2023

Dans le cadre d'un développement significatif de la coopération internationale en matière d'eau, cinq pays ont adhéré à la Convention sur l'eau – l'Irak, la Namibie, le Nigéria, le Panama et la Gambie – en 2023. Cela porte le nombre total des parties à la Convention sur l'eau à 52. En outre, l'adhésion est en cours pour plus de 20 parties. En adhérant à la Convention sur l'eau, les pays s'engagent à respecter des règles et principes clés qui garantissent la gestion durable des ressources en eau et ouvrent la voie à une coopération pacifique sur les eaux partagées.

La Convention sur l'eau a permis de renforcer les capacités des experts de l'eau impliqués dans la coopération dans le domaine des eaux transfrontières et de promouvoir les processus d'adhésion à la Convention, notamment en organisant huit ateliers nationaux et régionaux dans le monde entier – de Gaborone, au Botswana, à Montevideo, en Uruguay.

## La Convention sur l'eau a favorisé la coopération dans le domaine des eaux transfrontières dans le monde entier

La Convention sur l'eau a permis de promouvoir les processus de coopération dans le domaine des eaux transfrontières, notamment dans le Bassin sédimentaire sénégal-mauritanien, en Afrique de l'Ouest, en Amérique centrale, sur le Prout (partagé entre la Moldavie, l'Ukraine et la Roumanie), sur le Dniester (partagé entre l'Ukraine et la Moldavie) et

d'autres bassins transfrontiers.

Tout au long de l'année, des ateliers mondiaux ont réuni plus d'un millier de décideurs politiques et d'acteurs clés dans le domaine de l'eau sur des sujets tels que l'élaboration d'accords de coopération dans le domaine des eaux transfrontières, le financement de la coopération dans le domaine des eaux transfrontières, la gestion conjointe des eaux de surface et souterraines et le Nexus Eau-Énergie-Alimentation-Écosystèmes.

## La Conférence de l'ONU sur l'eau 2023: unir le monde pour l'eau

La tant attendue Conférence de l'ONU sur l'eau 2023, qui s'est tenue à New York en mars 2023, a réuni plus de 9 000 participants et a donné lieu au Programme d'action pour l'eau. La Convention sur l'eau a joué un rôle important dans cet événement, en préparant l'une des discussions thématiques (quatrième dialogue interactif « L'eau pour la coopération »), en collaboration avec l'UNESCO. L'importance de la coopération dans le domaine des eaux transfrontières a été largement reconnue lors de la Conférence, avec plus de 70 pays l'ayant évoquée dans leur déclaration à la séance plénière et plus de 20 pays se référant à la Convention sur l'eau. De nombreux engagements sur la coopération transfrontière ont été soumis au Programme d'action pour l'eau, facilités par la Coalition pour la coopération dans le domaine des eaux transfrontières. En prévision

de la Conférence de l'ONU sur l'eau 2023, la Coalition pour la coopération dans le domaine des eaux transfrontières a été lancée pour promouvoir et favoriser à la fois le maintien et l'avancement de la coopération dans le domaine des eaux transfrontières dans le cadre du Programme d'action pour l'eau et de l'ODD 6 (Objectif de développement durable) relatif à l'eau et à l'assainissement.

Lors de la 28<sup>ème</sup> session de la Conférence des parties (COP28) s'inscrivant dans la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CNUCC), la Convention sur l'eau a coorganisé plusieurs événements pour souligner la manière dont la coopération dans le domaine des eaux transfrontières sert à atténuer le changement climatique. La Conférence s'est clôturée par une formulation forte sur la coopération transfrontière dans les documents finaux.

La session 2024 de la Réunion des parties à la convention sur l'eau est prévue du 23 au 25 octobre à Ljubljana, en Slovénie. Cette réunion de haut niveau sera une opportunité unique pour définir collectivement la trajectoire future de la Convention sur l'eau.



POUR EN SAVOIR PLUS

<https://bit.ly/3RRshsE>

# Partenariat entre la CEE-ONU et le RIOB en faveur de la coopération dans le domaine des eaux transfrontières

La gestion des ressources en eau est un enjeu majeur pour l'Europe, une région avec le plus grand nombre de bassins versants transfrontiers au monde. La région paneuropéenne, y compris les Balkans, le Caucase et l'Asie centrale, se situe à environ 40 % dans des bassins transfrontiers. De nombreux pays européens dépendent fortement de l'eau transfrontière de leurs voisins, qui représente plus de 50 %, voire 70 %, de leurs sources d'eau. La coopération dans le domaine des eaux transfrontières est donc très importante pour les pays de la région.

La Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE-ONU) joue un rôle essentiel dans la promotion de la coopération en matière d'eau transfrontière, notamment par le biais de la Convention des Nations unies sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux. Elle constitue le seul cadre juridique et institutionnel des Nations Unies pour la promotion de la coopération dans le domaine des eaux transfrontières, de la prévention des conflits et de l'intégration régionale par le biais de la coopération en matière d'eau.

Les institutions sont essentielles à la gestion durable et appropriée des ressources en eau transfrontières. En particulier, l'existence d'institutions communes, que la convention appelle des organismes communs ou des organismes de bassin versant, qui assurent un véritable dialogue, un échange d'informations et une planification adaptée des ressources en eau.

La CEE-ONU et le Réseau International des Organismes de Bassin (RIOB) font preuve d'une excellente coopération remontant à plus de dix ans. Ensemble,

ils ont créé un Réseau mondial des bassins travaillant sur l'adaptation au changement climatique (GNBCC). Ce réseau favorise l'échange de bonnes pratiques et rassemble les principaux bassins versants transfrontiers qui ont commencé à travailler sur des stratégies d'adaptation, des évaluations des vulnérabilités et la mise en œuvre de mesures au niveau du bassin pour s'adapter au changement climatique.

Un autre domaine faisant l'objet d'un travail est l'amélioration de la gouvernance et de la législation. Dans le cadre de la Convention sur l'eau, un grand nombre de directives et d'instruments juridiques non contraignants ont été élaborés. Par exemple, la Convention a élaboré des dispositions types sur les eaux souterraines transfrontières, qui aident les pays partageant des aquifères transfrontiers à établir des règles communes.

Dans la foulée, la Coalition pour la coopération dans le domaine des eaux transfrontières a été lancée en décembre 2022. Il s'agit d'une coalition diversifiée et multipartite d'acteurs comprenant 40 pays, des organisations internationales et d'intégration régionale, des institutions financières internationales, des ONG, et des centres universitaires et de recherche. Elle vise à renforcer l'engagement en faveur de la coopération dans le domaine des eaux transfrontières et à encourager des engagements concrets.



Transboundary  
Water Cooperation  
Coalition

# FINANCEMENT



La mise en place d'une Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) est toujours le résultat d'un processus qui prend du temps et nécessite des réformes juridiques, institutionnelles et organisationnelles.

Une difficulté majeure est le besoin de financement.

D'une part, il s'agit de financer la gouvernance, car la mise en œuvre d'une politique publique de l'eau implique certaines dépenses, pour permettre aux institutions de fonctionner, y compris les éventuels organismes de bassin, et aux collectivités territoriales de s'organiser :

- le fonctionnement des institutions, y compris les éventuels organismes de bassin ;
- la surveillance, la simulation, la prévision hydrologique, la connaissance des bassins en général, notamment à travers les Observatoires de bassin ;
- le processus d'élaboration des documents de planification, etc.

D'autre part, nous avons besoin de financement pour les études et les investissements dans les bassins.

Il est donc crucial de planifier et d'organiser

le financement de ces deux aspects. Les financements publics traditionnels sont de plus en plus limités. Il est donc souvent judicieux de rechercher des mécanismes de financement alternatifs, plus indépendants - tant au niveau des finances nationales que de l'aide internationale - et plus durables.

Le manque de financement durable est un obstacle majeur à une coopération transfrontalière efficace dans le domaine de l'eau. L'atelier mondial sur le financement de la coopération transfrontalière dans le domaine de l'eau et le développement des bassins, qui s'est tenu en décembre 2023, a souligné l'importance d'explorer ces nouvelles sources de financement, y compris le financement privé, le financement climatique et les mécanismes de financement hybrides. Ces mécanismes peuvent contribuer à réduire les risques des projets et à attirer les investissements, permettant de financer des initiatives durables de gestion de l'eau transfrontalière.

Les projets menés par les membres du RIOB permettent d'explorer ces alternatives, telles que le financement climatique, le soutien aux opérateurs privés et la modulation ciblée des redevances des agences de l'eau.



**« Le Costa Rica promeut la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE), afin que le cycle de l'eau - dans les bassins, sous-bassins ou aquifères - soit géré comme un système unique.**

**À cette fin, la mise en œuvre de l'indicateur 6.5.1 est essentielle.**

**Grâce aux impôts payés par chaque citoyen et entreprise du Costa Rica, l'État perçoit plus de 18 millions de dollars qui permettent non seulement d'encourager les changements de comportement, mais aussi d'investir dans la Gestion Intégrée des Ressources en Eau et de contribuer à l'entretien et à la surveillance de la santé de nos aquifères. »**

**Mme Maritza CHAN VALVERD,**

*Ambassadrice et Représentante permanente du Costa Rica à la Conférence des Nations Unies sur l'eau, New-York, 24 mars 2023*



**POUR EN SAVOIR PLUS**

**Manuel sur le Financement de l'adaptation au changement climatique dans les bassins transfrontaliers**

# Le Fonds international pour la sauvegarde de la mer d'Aral: 30 ans de coopération régionale



© Pixabay

Les pays d'Asie centrale partagent deux grands fleuves – l'Amou-Daria et le Syr Darya – qui ont longtemps été le poumon de cette région. Cependant, l'assèchement de la mer d'Aral a compromis la vie de la population de la région. La raréfaction croissante de l'eau et la détérioration de la qualité de l'eau ont entraîné la dégradation des sols et de la végétation, des changements catastrophiques pour la flore et la faune, une baisse de la transformation des pêches et une sous-performance de l'agriculture irriguée.

C'est dans ce contexte que les cinq États d'Asie centrale ont créé le Fonds international pour la sauvegarde de la mer d'Aral (IFAS) afin de mettre un frein aux conséquences de la catastrophe et de les atténuer. Depuis sa création, l'IFAS s'est avéré être une plateforme unique pour la coopération régionale dans le partage des eaux transfrontières et la résolution des problèmes environnementaux et socio-économiques dans le bassin de la mer d'Aral, et prend encore plus d'importance compte tenu des nouveaux défis auxquels la région est confrontée à la lumière du changement climatique.

L'IFAS a célébré son 30<sup>ème</sup> anniversaire en 2023. Une série d'événements ont été organisés tout au long de l'année pour attirer à nouveau l'attention de la communauté mondiale sur la région. L'un des événements majeurs était la conférence internationale « Asie centrale: vers un avenir durable grâce à une institution régionale robuste » organisée à Douchanbé, au Tadjikistan, du 5 au 7 juin. La conférence a réuni des hauts fonctionnaires, des décideurs politiques, des experts et des passionnés des États membres de l'IFAS et d'autres régions pour réfléchir aux réalisations passées, fournir un aperçu des axes de coopération actuels et élaborer un programme pour la vision future à travers les quatre sessions de dialogue interactives, les événements parallèles et les événements spéciaux.

**Galustyan A.G., Ph.D., Usmanova O.K.**  
Centre d'information scientifique de la Commission inter-États pour la coordination de l'utilisation des ressources en eau (SIC ICWC)



## COP28: financement de l'adaptation au changement climatique

À l'occasion de la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique (COP28), ayant eu lieu à Dubaï du 30 novembre au 12 décembre 2023, le Réseau International des Organismes de Bassin (RIOB) a organisé et participé à divers événements sur le financement de l'adaptation au changement climatique: sur le Pavillon France (dialogue entre bailleurs, entreprises et bassins), sur le Pavillon de l'Eau (pour la transformation du financement de la lutte contre le changement climatique), et un événement officiel Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques illustrant le chemin de l'incubation de projets jusqu'à leurs financements.



POUR EN SAVOIR PLUS

Le RIOB à la COP28



« Pour l'OMVS, la mobilisation des financements cible une grande diversité de bailleurs de fonds, dont certains se sont engagés à soutenir l'initiative dès l'initiation du processus d'élaboration du document. L'appui des partenaires régionaux et multilatéraux est sollicité. *In fine*, le Plan d'Investissement Climat (PIC) horizon 2033 de l'OMVS rassemble les mesures d'adaptation envisagées dans le Bassin du fleuve Sénégal, et est cohérent et compatible avec les différentes initiatives nationales et régionales en lien avec l'adaptation au changement climatique. Ainsi, il constitue un outil de mobilisation des sources de financements de l'adaptation, et notamment des fonds dédiés au climat.»

**Dr. Ababakar MBAYE**

Docteur en Sciences de l'Environnement (Spécialité Eau et Assainissement), Directeur de l'Environnement et du Développement durable, Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS), Secrétariat Technique Permanent du Réseau Africain des Organismes de Bassin (RAOB)

« Le financement de l'adaptation est un enjeu clé et une urgence pour les pays développés comme pour les pays en développement. L'adaptation nécessite la mobilisation de tous les acteurs privés/publiques/bailleurs.»

**Mme Mathilde BORD-LAURENS**  
Responsable de la Division Climat et Nature, Agence française de développement (AFD)

« Les mécanismes financiers devraient être rendus plus flexibles afin de faciliter l'accès des pays au financement climatique pour la mise en œuvre de leurs plans et programmes d'action.»

**M. Nabil BEN KHATRA**  
Secrétaire Exécutif de l'Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS)

## Financement des chantiers hydrauliques en Espagne : un bref historique



© CHJ

Pour comprendre le financement des chantiers hydrauliques en Espagne, il faut connaître l'histoire des politiques hydrauliques des deux derniers siècles ainsi que les particularités de l'hydrologie et de l'hydrographie dans le pays.

En Espagne, les ressources en eau sont réparties de manière inégale. Cette situation est due aux différences de régime pluvial sur le territoire. De manière générale, le nord de l'Espagne bénéficie de pluies et de chutes de neige abondantes, ce qui donne aux rivières des régimes similaires à ceux des rivières européennes : des débits modérés en hiver et plus abondants au printemps, et aussi l'été en raison de la fonte des glaces. Cependant, la situation est bien différente dans presque tout le reste de l'Espagne. Avec des précipitations beaucoup moins abondantes, en moyenne inférieures à 500 mm/an, et sans neiges importantes, les fleuves des versants méditerranéens et atlantiques connaissent une forte réduction de leur débit l'été.

Avec de telles précipitations, on comprend facilement que l'agriculture pluviale, aussi appelée « aridoculture » en Espagne, ne permet pas de développer beaucoup de cultures. C'est pourquoi, étant donné que les besoins des cultures sont les plus importants l'été à cause de l'évapotranspiration plus forte, au moment où justement l'eau des rivières est moins disponible, les cultures plus gourmandes en eau comme les légumes, les agrumes ou le riz ont toujours pris place en Espagne autour des rives des rivières. De ce fait, les terres cultivées par irrigation étaient rares.

Pour pouvoir augmenter la production agricole par l'irrigation, il a été nécessaire de mener à bien d'importants ouvrages hydrauliques. D'abord, des barrages ont été construits pour réguler les rivières et inverser leur régime naturel afin de pouvoir stocker de l'eau en automne et en hiver et de l'utiliser au moment de l'irrigation des cultures, au printemps et en été. Ensuite, ce sont des canaux et des conduits qui ont été construits afin de transporter l'eau depuis les réservoirs jusqu'aux zones désormais cultivées par irrigation.

La révolution industrielle et la Révolution française ont donné lieu à une économie libérale qui a encouragé en Espagne les investissements privés dans les ouvrages hydrauliques. Cependant, au cours du XIX<sup>ème</sup> siècle, presque qu'aucun ouvrage d'importance n'a été réalisé.

À la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle est apparu en Espagne le Régénérationnisme, soutenu par des intellectuels qui dénonçaient le retard de l'Espagne par rapport à d'autres pays européens. Ces intellectuels proposaient des mesures visant à « régénérer » le pays, c'est-à-dire à doper son développement économique et à augmenter

le niveau de vie des Espagnols. L'un des piliers de ce développement était la stimulation de la politique hydraulique, dans le cadre de laquelle l'État jouerait le rôle de promoteur des ouvrages afin de développer une agriculture irriguée et de répondre aux besoins du pays, mais aussi afin de viser l'exportation.

Même si les pouvoirs publics ont essayé de pousser les entreprises et les particuliers à réaliser des ouvrages hydrauliques, sauf pour la production d'hydroélectricité, il n'y eut presque aucune initiative privée visant la réalisation de canaux et de barrages, et ce malgré d'importantes subventions, augmentées au fil des gouvernements successifs, sans résultats chez les particuliers.

L'état d'esprit conservateur des agriculteurs spécialistes de l'aridoculture, habitués aux mauvaises récoltes provoquées par les sécheresses, ainsi que la faible rentabilité des activités agricoles expliquent le faible nombre d'ouvrages hydrauliques initiés par le secteur privé à l'époque.

Au XX<sup>ème</sup> siècle, l'État prit l'initiative de construire des barrages et des canaux. Le premier plan espagnol d'ouvrages hydrauliques date de 1902. Ce plan fut suivi de plusieurs ajouts et modifications. En 1933, un nouveau plan d'ouvrages hydrauliques a été élaboré. Il était plus complet et intégrait de nombreux barrages de régulation, des canaux de distribution et même des transvasements entre plusieurs bassins hydrographiques, surtout sur le versant méditerranéen qui disposait d'un meilleur climat mais de moins d'eau.

Du fait de ce passé, le système de financement des ouvrages hydrauliques en Espagne est un système très subventionné par l'État. La part des utilisateurs dans le financement des ouvrages s'élève à 4 % des investissements annuels à amortir sur 25 ans, ce qui équivaut au paiement de plus de 50 % des investissements lors des 25 dernières années, sans intérêts.

Ce système public de construction et de financement des ouvrages hydrauliques fonctionne, car, en plus du retour sur les investissements obtenus grâce au paiement direct par les utilisateurs de ce taux de 4 %, l'État obtient aussi des bénéfices importants, bien supérieurs à l'investissement de départ, grâce aux retours dégagés par les impôts directs et indirects et par d'autres contributions indirectes d'autres secteurs, puisque ces ouvrages hydrauliques favorisent l'activité économique, agricole et industrielle.

**Miguel POLO,**

Président de la Confédération hydrographique du Júcar,  
secrétaire technique permanent du Réseau méditerranéen  
des organismes de bassin (REMOB)

## Autriche : investissements dans la gestion de l'eau

Afin de garantir l'accès à l'eau potable et la gestion des bassins hydrographiques, le gouvernement autrichien a procédé à des investissements conséquents. Ces efforts sont guidés par une stratégie claire qui vise à mettre en place des pratiques de gestion de l'eau intégrées et durables.

L'un des principaux objectifs de la gestion de l'eau en Autriche est de garantir la sécurité et la disponibilité de l'eau potable pour la population. Bien qu'elle bénéficie d'abondantes réserves d'eau souterraine, qui couvrent 100 % des besoins en eau potable de ses 9 millions d'habitants et des touristes, l'Autriche investit pour maintenir et améliorer la qualité de ses ressources en eau potable.

La formation et la technologie constituent un élément clé de la stratégie d'investissement de l'Autriche dans le domaine de l'eau. Chaque année, environ 3 000 personnes reçoivent une formation dans le secteur de l'eau, en particulier dans les domaines de l'approvisionnement en eau potable et du traitement des eaux usées. En outre, le gouvernement a élaboré un plan global de sécurité de l'eau potable, en collaboration avec les neuf États fédéraux du pays.

L'Autriche s'est engagée à restaurer la santé écologique de ses rivières. Ces dernières années, le gouvernement a alloué des fonds supplémentaires, estimés à environ 200 millions d'euros, pour soutenir les projets de restauration des rivières. Ces efforts sont menés en étroite collaboration avec les propriétaires fonciers, les scientifiques et les organisations environnementales, ce qui garantit une approche holistique de la réhabilitation des rivières.

Dans le cadre d'une multitude de projets LIFE, l'Autriche collabore avec des partenaires de l'Union européenne (UE) pour relever les défis liés à l'eau. En étroite collaboration avec ses voisins, le pays échange activement des



© Magro\_kr \_ Flickr

connaissances et des bonnes pratiques afin d'améliorer les stratégies de gestion de l'eau. Par exemple, le projet LIFE RESTORE for Mura-Drava-Danube a débuté en octobre 2023 avec un budget de 20 millions d'euros, et se concentre sur le soutien des systèmes écologiques dans le bassin du Danube.

**Günter LIEBEL,**  
Secrétaire général du ministère fédéral de l'agriculture, des forêts, des régions et de la gestion de l'eau, Autriche (octobre 2023)

## Pépinière de projets Eau et Climat : une plateforme d'incubation pour adapter la gestion par bassin au changement climatique



© RIOB

Pour répondre aux défis liés aux effets des changements climatiques, une plateforme d'incubation de projets sur l'eau et le climat a été lancée lors de la Conférence des Nations Unies sur le Climat de Marrakech (COP22, 2016). Cette initiative vise à mobiliser les outils de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) à l'échelle des bassins en matière d'adaptation au changement climatique et accélérer les financements pour concrétiser un plus grand nombre de projets ambitieux et innovants.

Initialement axé sur des projets d'adaptation au changement climatique en Afrique, cet incubateur a évolué en une Pépinière de projets Eau et Climat en 2023, soutenant désormais le développement de projets dans le monde entier. Ses activités comprennent :

- la détection de nouveaux projets d'adaptation au changement climatique ;

- l'incubation de projets sélectionnés parmi les projets identifiés, à travers l'animation de la promotion de la pépinière au travers d'événements physiques et numériques et de campagnes de communication ;
- ainsi que l'aide au montage de dossiers et à la recherche de financements.

Ainsi, le RIOB recherche et sélectionne les propositions de projets pertinentes, mobilise le budget requis pour l'incubation. Ce dernier doit être modeste comparé au budget de mise en œuvre, avec un effet levier d'environ 1 à 100, ciblant des projets de 1 à 10 millions d'euros). Le RIOB apporte également un soutien technique aux porteurs de projet pour construire leur dossier en répondant aux exigences et aux procédures des bailleurs de la finance climat.

Les projets sélectionnés doivent avoir pour objectif de renforcer les capacités et connaissances, d'adapter la planification et la gestion par bassin au changement climatique, de renforcer la gouvernance et d'assurer un financement adéquat.

Plusieurs contributeurs, tels que les Agences de l'eau, l'Agence française de développement, le ministère français de l'Économie, des Finances, et de la Relance, l'UNESCO, la Banque Mondiale et d'autres institutions étatiques et internationales, ont participé au financement de 54 projets. Parmi ces initiatives figurent le renforcement du partage de données dans le bassin transfrontalier du lac Victoria, la rénovation du Delta de la Kura dans le Caucase, ou encore le suivi et l'évaluation du drainage urbain dans le bassin hydrographique de la baie de Guanabara à Rio, au Brésil.

Tout au long de l'année 2023, des événements physiques et numériques ont été organisés pour promouvoir et animer la plateforme d'incubation, notamment lors de la 7<sup>ème</sup> réunion du réseau RIOB/CEE-ONU des bassins pilotes travaillant sur les changements climatiques (mai 2023), ainsi que lors de la 3<sup>ème</sup> Conférence Internationale Eau et Climat (CIEC 3, juillet 2023) et de la COP28 (décembre 2023).

# CONNAISSANCE



L'avènement et l'évolution rapide des nouvelles technologies ont entraîné de profondes mutations dans le domaine de l'information.

Cette révolution s'accompagne de défis majeurs : le défi de la collecte, du traitement et de l'exploitation des données ; le défi du partage et du transfert des connaissances ; le défi de la création et de la gestion des systèmes d'information et de l'interopérabilité avec d'autres supports numériques. Et surtout, le défi de créer des outils d'aide à la décision pour une bonne gouvernance des ressources en eau et de l'environnement.

Pour développer des systèmes d'information sur l'eau au sein des organismes de bassin, il est nécessaire d'améliorer le réseau de surveillance, l'implication des parties prenantes, l'intégration de sources de données multiples (à plusieurs échelles

en utilisant des satellites, des réseaux de capteurs *in situ*, des stations météorologiques automatisées et des réseaux hydrologiques), l'interopérabilité et les processus de performance et d'évaluation.

Un système d'information intégré et durable est un système qui peut s'adapter à l'environnement, impliquer les acteurs concernés et soutenir la collecte et la diffusion des données.

Le Réseau International des Organismes de Bassin (RIOB), à travers les actions et les projets entrepris par ses membres, soutient activement ces initiatives de transformation au niveau mondial, en adaptant son approche aux différents contextes. Engagé en faveur d'une prospérité partagée, le RIOB encourage la création d'une intelligence collective, en reconnaissant son potentiel pour améliorer les performances et la création de valeur.



**« Afin de soutenir la gestion de leurs eaux, menacées par le changement climatique et la pression démographique, les bassins versants ont besoin de systèmes d'information sur l'eau cohérents, efficaces et durables, basés entre autres sur des données hydrologiques fiables. La gestion intégrée de l'eau basée sur des données de qualité est essentielle pour un partage pacifique de l'eau entre les différents usages et au-delà des frontières, pour permettre l'atténuation des risques d'inondation et de sécheresse, pour améliorer les systèmes d'approvisionnement en eau et pour préserver durablement les écosystèmes. »**

Extrait du Protocole d'accord (MoU) entre l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et le Réseau International Des Organismes De Bassin (RIOB)



POUR EN SAVOIR PLUS

[Manuel sur les Systèmes d'information sur l'eau](#)

# Le bassin inférieur du Mékong : un suivi global de la pollution plastique transfrontalière des rivières



Le personnel des agences nationales vietnamiennes a été formé en juin 2022 à la collecte d'échantillons de macro et microplastiques dans les rivières, conformément aux étapes détaillées dans les protocoles respectifs.  
© Commission du Mékong

S'étendant sur plus de 795 000 km<sup>2</sup> et plus de 5 000 km à travers six pays et abritant plus de 70 millions de personnes dans ses zones inférieures, le bassin du Mékong est l'un des plus grands et des plus riches en biodiversité au monde. Cependant, le Mékong fait également partie des dix principaux contributeurs à la pollution plastique marine.

La quantité de déchets plastiques produits par les pays membres de la Commission du Mékong (MRC) a été estimée à environ 0,3, 0,2, 3,5 et 3,3 millions de tonnes par an, respectivement, pour le Cambodge, la RDP Lao, la Thaïlande et le Vietnam.

Afin de répondre aux préoccupations croissantes concernant les effets potentiels de la pollution par les déchets plastiques sur la faune d'eau douce du Mékong, les pays membres de la MRC ont élaboré conjointement une méthodologie détaillée pour un suivi à long terme efficace et économique de la pollution plastique transfrontalière des rivières. Il vise à générer des données et des connaissances servant de base à la prise de décisions sur la gestion de la pollution plastique des rivières dans le bassin inférieur du Mékong (LMB), y compris par la réalisation d'une analyse approfondie des méthodologies existantes afin d'identifier la plus appropriée pour la région. L'approche choisie a fait l'objet d'une expérimentation et d'une consultation de grande ampleur aux niveaux national et régional afin de garantir son adaptabilité aux situations uniques du Mékong.

Après la réalisation rigoureuse de processus pilotes et de consultations, trois protocoles ont été établis : le protocole de suivi des macroplastiques dans les rivières, le protocole de suivi des microplastiques dans les rivières et le protocole de suivi des microplastiques ingérés par les poissons. Ce processus de développement a non seulement facilité l'adaptation de la méthodologie au contexte du Mékong, mais a également favorisé l'adhésion parmi les pays membres de la MRC, ce qui a conduit à son intégration dans le réseau existant de surveillance régulière de la qualité de l'eau de la MRC pour une mise en œuvre à long terme.

Depuis sa finalisation en 2022, la MRC soutient désormais les organismes nationaux des pays du LMB dans le développement de leurs capacités pour une mise en œuvre durable des protocoles finalisés. Le suivi du plastique dans les rivières commencera de manière régulière dans le cadre du réseau de surveillance de la qualité de l'eau de la MRC et contribuera à la réalisation des stratégies de développement du bassin de la MRC pour 2021 à 2030 et, enfin, des objectifs de l'accord du Mékong datant de 1995.



## Les données dans la gestion des ressources en eau : l'exemple du bassin du Pô

Le bassin du Pô s'étend sur environ 87 000 km<sup>2</sup> et comprend huit régions italiennes, la Province autonome de Trente et des parties de territoires en France, en Suisse et à Saint-Marin. Le territoire est particulièrement complexe d'un point de vue géographique, environnemental, anthropique et socio-économique.

Depuis 2009, l'Autorité du district du bassin du Pô (AdbPo) a mis au point un outil informatique pour accompagner les activités de planification de la gestion des

ressources en eau : un système intégré de simulation climatique, hydrologique et hydraulique, qui permet de reproduire en temps réel la situation hydrologique du bassin, tout en construisant des séries chronologiques des quantités hydrologiques sous-jacentes au bilan hydrique. Également équipé d'outils permettant de prévoir les conditions d'appauvrissement ou de sécheresse, ce système porte le nom de Système d'alerte précoce de sécheresse (DEWS).

La quantification de la variabilité spatiale de la disponibilité de l'eau dans l'ensemble du bassin est en fait considérée comme importante pour la préparation, en particulier dans un scénario de changement climatique. C'est pourquoi, en 2021,

l'AdbPo a entrepris la mise en œuvre du système de modélisation GEOframe sur l'ensemble du bassin en accord avec le Groupe de coordination unifiée de Magre

(GCU-M) afin de mettre à jour les chiffres existants ; pour la gestion des ressources en eau. Il s'agit d'un système de modélisation hydrologique conceptuelle entièrement ouvert et semi-distribué, mis au point par l'Université de Trente et caractérisé par une grande flexibilité et modularité.

Ce système de modélisation permet de simuler tous les composants du bilan hydrique dans l'ensemble du bassin. En outre, le bilan hydrique peut être défini au moyen d'indicateurs quantitatifs, utiles pour identifier les états critiques existants et potentiels de la disponibilité de l'eau, à savoir les modifications du volume naturel (dans le cas des eaux souterraines) ou des ruissellements (dans le cas des eaux de surface), incompatibles avec des utilisations rationnelles, durables et de soutien de l'eau.



# « La rivière ouverte à toutes les fonctions ! » : un examen des politiques nationales européennes de restauration de la continuité fluviale



La continuité fluviale est importante pour la migration des poissons, mais devrait également inclure d'autres fonctions fluviales, telles que l'entretien des réseaux trophiques, le transport des sédiments et des nutriments et les processus hydromorphologiques. Les rivières européennes étant confrontées à une fragmentation importante, elles nécessitent la mise en place de mesures de restauration efficaces, comprenant la construction de passes à poissons, des passes naturelles, le retrait des barrages, la réduction des obstacles et la mise en œuvre d'une gestion adaptative écologique ou environnementale des rivières. Les politiques nationales devraient favoriser, améliorer et appliquer la restauration de la continuité fluviale.

Afin d'évaluer de manière exhaustive les politiques de restauration de la continuité fluviale des pays européens, un examen a été réalisé pour l'Allemagne, l'Autriche, l'Espagne, la Finlande, la France, la Lituanie, la Norvège et la Slovaquie. L'objectif principal était d'identifier les similitudes et les différences ainsi que l'exhaustivité et l'efficacité des différentes politiques. La conclusion

de l'étude souligne le fait que l'élaboration d'un cadre politique général seul n'améliorerait pas de manière coercitive le processus de restauration de la continuité fluviale. Voici les autres conclusions :

- La continuité fluviale fait toujours partie d'une loi générale sur l'eau, mais il manque souvent une base de données sur les obstacles.
- La restauration de la continuité fluviale doit être (plus) intégrée dans d'autres politiques (sectorielles).
- Les objectifs de restauration sont généraux et ne sont spécifiques à la restauration de la continuité que dans certains cas.
- La hiérarchisation selon l'impact écologique le plus élevé est courante, mais il y a également un manque de connaissances.
- La mise en œuvre est principalement motivée par la migration des poissons et la Directive Oiseaux et Habitats.
- Le suivi et l'évaluation des politiques et des projets de restauration sont à peine réalisés.

Ces conclusions suggèrent que les politiques nationales ne sont pas encore adaptées à la mise en œuvre de la stratégie de biodiversité en vertu de la loi sur la restauration de la nature, avec un objectif de 25 000 km de rivières en écoulement libre. Pour combler cet écart, les gouvernements devraient soutenir les processus existants dans leurs pays, principalement les processus ascendants, afin d'accélérer et d'améliorer l'élaboration et la mise en œuvre de leur politique de continuité fluviale.

Bart FOKKENS,

Expert associé pour le Centre européen pour la restauration des rivières (ECRR)

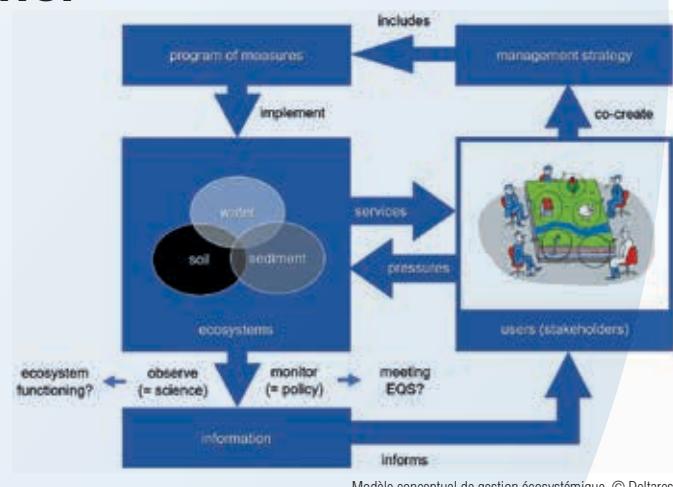
## La gestion des écosystèmes sol-sédiments-eau à l'échelle des rivières à la mer

L'article scientifique « A conceptual model for enabling sustainable management of soil-sediment-water ecosystems in support of European policy » (Un modèle conceptuel pour permettre une gestion durable des écosystèmes sol-sédiments-eau en soutien de la politique européenne) traite de la santé des écosystèmes sol-sédiments-eau qui sont sous pression en raison des activités économiques et du changement climatique. Cette situation nuit à la santé des écosystèmes et entrave leur capacité à fournir des services, ce qui a des répercussions sur le bien-être des êtres humains.

La protection et, dans la mesure du possible, la restauration des écosystèmes sont devenus le principal objectif de la politique environnementale européenne et, pour y parvenir, il est nécessaire d'adopter une approche systémique complète et d'impliquer les parties prenantes. « Complète » signifie que le sol, les sédiments et l'eau sont considérés comme des matrices environnementales étroitement liées qui doivent être gérées en adoptant une perspective « de la rivière (ou montagne) à la mer », en franchissant les frontières spatiales, disciplinaires, politiques et culturelles au niveau du bassin. Cet article présente un modèle conceptuel dont le but est de soutenir cet objectif. Le modèle conceptuel dévoile essentiellement une approche de gestion écosystémique visant à obtenir des écosystèmes sains, c'est-à-dire des écosystèmes sol-sédiments-eau qui ont la capacité continue de soutenir les services écosystémiques au profit de leurs utilisateurs.

Le modèle propose une approche cyclique (itérative, apprentissage par la pratique) et intègre la matrice sol-sédiments-eau, les écosystèmes, les services écosystémiques, les utilisateurs (parties prenantes), les pressions, l'information, la stratégie de gestion et le programme de mesures comme éléments constitutifs. L'application réussie de ce modèle nécessite avant tout d'adopter une approche entrepreneuriale, c'est-à-dire quitter les zones de confort, partir à l'aventure, apprendre ensemble à gérer ensemble, être capable de s'adapter et envisager d'autres solutions que celles de commandement et de contrôle.

En outre, les autorités doivent devenir des leaders facilitateurs pour impliquer les utilisateurs dans la co-création d'une stratégie de gestion écosystémique.



Modèle conceptuel de gestion écosystémique. © Deltaires

L'expérimentation spécifique en contexte réel avec plusieurs parties prenantes, comme dans les laboratoires vivants et les phares proposés dans le cadre de la Mission du sol de l'Union européenne (UE), peut constituer un instrument idéal pour une telle application, c'est-à-dire dans un cadre où le modèle conceptuel peut être utilisé pour aider à atteindre les objectifs de la politique environnementale européenne.

Jos BRILS,

Conseiller expert chez Deltaires



POUR EN SAVOIR PLUS

<https://bit.ly/4aP3KwQ>

# Deux ans plus tard... dressons le bilan de la coopération technique pour la gestion intégrée de l'eau en Bolivie



© RIOB

Depuis 2015, le ministère bolivien de l'Environnement et de l'Eau est un partenaire important de l'Agence française de développement (AFD). Ils ont travaillé ensemble sur plusieurs projets d'investissement et de coopération technique, comme le projet d'appui aux politiques de gestion intégrée de l'eau en Bolivie dont l'objectif était d'aider le ministère sur quatre thèmes principaux : la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) au sein des politiques nationales et son application pour le bassin ; la gestion des eaux résiduelles dans le cadre de cette GIRE ; les systèmes d'information relatifs à l'eau ; le renforcement des capacités grâce à des échanges d'expériences et des études stratégiques. L'AFD a demandé à l'OIEau de mettre en œuvre le projet. En effet, l'OIEau dispose d'une grande expérience dans le domaine de l'accompagnement des acteurs publics français et internationaux pour une gestion intégrée, durable et innovante de l'eau.

Maintenant que le projet touche à sa fin, le temps est venu mettre en lumière certains des résultats obtenus grâce à cette coopération ainsi que les difficultés qu'il restera encore à surmonter à l'avenir, en relation avec deux thèmes en particulier.

D'abord, le projet a grandement contribué à réfléchir à l'articulation entre les différents niveaux et aux rôles des plateformes de bassin afin de mettre en œuvre les outils de planification au niveau central. Il existe bien une planification sectorielle nationale (Plan plurinational des ressources en eau) qui promeut l'élaboration d'outils locaux de planification (comme les plans directeurs de bassins), mais elle est difficile à appliquer. Le rôle des acteurs locaux est essentiel. La grande difficulté encore à traiter est la légitimation des rôles des unités de gestion des bassins et de leurs plateformes.

Ensuite, les partenaires boliviens ont apprécié le fait que le projet ait encouragé une approche basée sur le bassin et un travail entre les institutions du secteur de l'assainissement afin d'avoir une vision globale et commune du sujet. Un exemple de la réussite de cette approche est la conduite d'un essai d'évaluation locale et participative de l'assainissement dans le bassin du Río Rocha (Cochabamba). Des acteurs du niveau central (Autorité de fiscalisation et de contrôle social de l'eau potable et l'assainissement, le ministère de l'Eau potable et de l'Assainissement de base) et des acteurs locaux (fournisseurs de services d'eau potable et d'égouts, unités de gestion du bassin, etc.) ont participé. Cet essai pourra être appliqué dans d'autres bassins grâce au guide d'évaluation locale créé à l'occasion du projet.

Thaís VARGAS DÍAZ,  
Chargée de projets, AFD La Paz

## Région de la mer Baltique : une analyse complète pour relever les défis de la gestion de l'eau

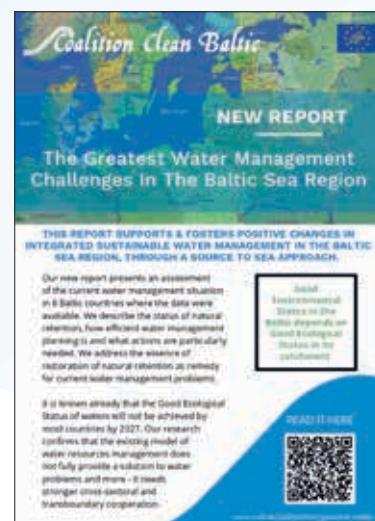
L'analyse de la Coalition Clean Baltic, intitulée « Les plus grands défis de la gestion de l'eau dans la région de la mer Baltique » (Les E. et all, 2023), évalue de manière exhaustive la situation actuelle de la gestion de l'eau dans huit pays de la mer Baltique. Cette étude se concentre sur les défis auxquels chaque pays est confronté en termes de gestion intégrée de l'eau, décrit le statut de la rétention naturelle, vérifie l'efficacité de la planification de la gestion de l'eau et les actions qui sont particulièrement nécessaires. Elle met l'accent sur la restauration de la rétention naturelle comme solution aux problèmes actuels de gestion de l'eau, en utilisant l'approche « de la source à la mer » et en soulignant l'impact des eaux intérieures sur l'état de la mer Baltique. L'analyse vise à soutenir et à favoriser les changements positifs dans la gestion intégrée de l'eau dans la région de la mer Baltique.

L'une des conclusions importantes dans la région de la mer Baltique est que le modèle actuel de gestion des ressources en eau ne permet pas de résoudre entièrement les problèmes liés à l'eau que nous connaissons aujourd'hui. Les principaux défis dans les pays de la région sont la pollution de l'eau et l'eutrophisation, la pression hydromorphologique et, bien sûr, les fonds pour la restauration des cours d'eau.

### L'analyse identifie des domaines d'action clés, notamment :

- la restauration urgente et massive des écosystèmes aquatiques et la concentration sur la restauration des processus naturels, ainsi que l'arrêt massif et immédiat du drainage de ces zones ;
- l'utilisation commune de zones tampons dans la région de la mer Baltique ;
- la réduction de l'entretien des rivières et l'augmentation de l'utilisation populaire des bonnes pratiques ;
- l'éducation de l'administration de l'eau en termes de solutions basées sur la nature, de restauration et de bonnes pratiques en matière d'entretien de l'eau ;
- le renforcement de la coopération transfrontalière.

Le besoin de restauration dans la région de la mer Baltique est également exprimé dans le rapport antérieur, « Obstacles fluviaux à supprimer ou à atténuer dans la région de la mer Baltique », qui a servi de travail préparatoire à la suppression des barrages (restauration) dans la région. Ce rapport décrit les obstacles potentiels identifiés dans les systèmes fluviaux de la mer Baltique dans six pays, qu'il convient de supprimer ou d'atténuer afin de soutenir les populations de salmonidés indigènes et les rivières saines.



### POUR EN SAVOIR PLUS

<https://bit.ly/3RKfwkx>



<https://bit.ly/3GKRtvD>

Ewa LES,  
Responsable du domaine de travail sur  
l'eutrophisation pour la Coalition Clean Baltic (CCB)

# PLANIFICATION



La planification écologique est au cœur des processus de transition que nous devons nécessairement accélérer dans nos sociétés et nos politiques publiques, face au dérèglement climatique et à l'effondrement de la biodiversité. L'eau, principal marqueur du changement climatique, appartient au patrimoine commun de la Nation ; elle fait l'objet d'une politique participative, mobilisant tous les usagers de l'eau, réunis au sein des comités de bassin.

Ce n'est pas un sujet nouveau pour les agences de l'eau et les comités de bassin, «inventés» par la loi sur l'eau de 1964, il y a déjà 60 ans. À son échelle, tous les six ans, le comité de bassin engage avec l'appui de l'agence de l'eau un processus de planification des grandes actions et règles de gestion de la ressource en eau. Cette planification se matérialise dans le Schéma Directeur et de Gestion des Eaux (Sdage) et le programme de mesures qui y est associé.

Pour autant, en 2023, le comité de bassin Loire-Bretagne a décidé d'aller plus loin. Il a demandé à l'agence de l'eau d'initier un travail de prospective «Loire-Bretagne 2050». Au moment de démarrer la préparation du prochain cycle 2028-2033 de la Directive cadre sur l'eau, le comité de bassin a souhaité prendre un temps de respiration et enrichir les travaux à venir sur le Sdage et son programme de mesures par une réflexion prospective. L'objectif est de dégager un avenir collectif à l'horizon 2050, permettant d'optimiser la résilience des milieux et des usages dans le bassin.

Une première étape, menée entre février

et août 2023, s'est traduite par la réalisation d'un «atlas de bassin». Il identifie les grandes tendances à l'œuvre dans le bassin, en termes de climat, de démographie, de milieux de vie ou encore de gouvernance.

À la suite, dix ateliers ont été organisés, à la rencontre des territoires du grand bassin Loire-Bretagne. Ces ateliers ont permis aux acteurs d'exprimer leurs points de vue, de les confronter aux autres usagers, et in fine, d'identifier ce qui est «en jeu» pour leurs usages de l'eau compte-tenu des grandes tendances d'évolution.

Enfin, une dernière étape est programmée au premier semestre 2024. Lors d'une seconde vague d'ateliers, les acteurs des territoires seront invités à approfondir la réflexion prospective engagée en fin d'année 2023, avec l'objectif de définir un horizon 2050 «souhaitable». Cette troisième étape devra également permettre d'identifier des projets démonstrateurs permettant d'illustrer des types de solutions et d'actions identifiés.

Cette démarche est bien accueillie par les acteurs du bassin. Elle leur permet de se projeter à un horizon intermédiaire, auquel ils seront confrontés. Ils sont alors en capacité d'identifier les leviers à activer pour atteindre cet horizon commun: sobriété / innovation technologique / coopération entre les territoires et les usagers.

Face au défi climatique, sachons poursuivre ce travail de co-construction et de dialogue entre les parties, pour construire ensemble l'avenir de l'Eau sur nos territoires.

**M. Martin GUTTON,**

*Directeur général de l'agence de l'eau Loire-Bretagne*



# Suède: LIFE CONNECTS – Améliorer la restauration des rivières grâce à une approche holistique



Exemple de restauration d'une rivière dans le cadre du projet LIFE CONNECTS montrant le retrait de la centrale hydroélectrique du Mörrumsån à Marieberg. © Uniper

Les projets de restauration se concentrent souvent sur des objectifs spécifiques. Il peut s'agir de l'atténuation des effets d'un obstacle à la migration ou de la restauration d'une section de rivière qui a historiquement été soumise à des altérations d'origine humaine, telles que le flottage du bois ou l'agriculture. Cependant, pour tirer le maximum d'une restauration de rivière, il est essentiel d'opter pour une vision globale.

Le projet LIFE CONNECTS financé par l'UE adopte une vision globale de la restauration des rivières dans le sud de la Suède. Les solutions permettant de remédier aux obstacles à la migration des rivières ciblées sont soit le démantèlement soit la création de passes à poissons. Toutefois, l'élimination des obstacles à la migration n'est pas utile lorsque les frayères ou zones de reproduction en amont ont disparu à cause des activités humaines. Par conséquent, nous nous concentrerons également sur la restauration des obstacles en amont des habitats de rivière pour améliorer la morphologie et l'hydrologie, non seulement pour le bien des espèces de poissons migrateurs, mais aussi pour améliorer la biodiversité globale.

## Le financement à long terme

Dans le cas de LIFE CONNECTS, le financement à long terme de l'UE facilite l'adoption d'une perspective globale, ce qui a un impact positif sur la gouvernance, les connaissances et la planification en matière de gestion de l'eau pour améliorer la vie aquatique. Il permet également de renforcer et de compléter les travaux de restauration déjà en cours dans le bassin versant

et de rassembler différentes parties prenantes autour d'un objectif commun (c'est-à-dire l'approche de bassin versant). Dans le cadre de ce projet, une centrale hydroélectrique, une ONG, des conseils régionaux et une commune coopèrent pour parvenir à des rivières en écoulement libre et améliorer l'état de conservation des habitats et des espèces.

## La sensibilisation et l'élaboration de meilleures pratiques

En travaillant de la source à la mer, en sensibilisant à l'écologie des rivières et aux valeurs connexes, nous visons à réduire l'impact négatif des êtres humains sur les écosystèmes aquatiques.

Des efforts considérables seront déployés pour éduquer les parties prenantes, en particulier les élèves, sur l'importance des valeurs associées aux écosystèmes aquatiques viables.

L'adoption d'une vision globale contribue à atteindre les objectifs définis dans la Directive-cadre sur l'eau, la Directive sur les habitats et d'autres directives et stratégies de l'UE, de manière plus rentable et plus rapide. En partageant les expériences acquises, les États membres peuvent apprendre les uns des autres et élaborer de meilleures pratiques.

**Karin OLSSON,**  
Responsable du projet LIFE CONNECTS  
pour le conseil administratif du comté de Skåne

# Somone: un laboratoire de la GIRE au Sénégal

Situé au cœur du triangle Dakar-Thiès-Mbour, une région stratégique pour le développement du Sénégal, le bassin versant de la Somone connaît de profondes transformations qui bouleversent l'aménagement de son territoire et augmentent les pressions sur ses ressources en eau. Il en résulte une compétition croissante entre les usages, comprenant l'eau potable, le maraîchage, l'agriculture intensive, l'industrie de transformation, l'industrie extractive et les activités touristiques. En outre, ce bassin débouche sur la lagune de la Somone, aire marine protégée classée RAMSAR, dont la qualité du milieu aquatique et la biodiversité sont aujourd'hui menacées par les activités en amont.

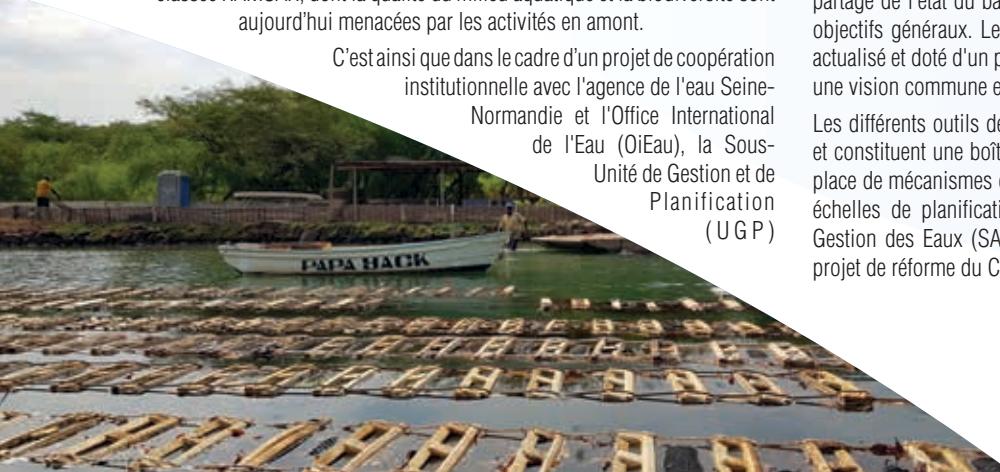
C'est ainsi que dans le cadre d'un projet de coopération institutionnelle avec l'agence de l'eau Seine-Normandie et l'Office International de l'Eau (OIEau), la Sous-Unité de Gestion et de Planification (UGP)

de la Somone a été choisie comme bassin pilote par la Direction Générale de la Planification des Ressources en Eau (DGPRE) du Sénégal pour l'expérimentation de mécanismes de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE).

Le Sous-Comité de Gestion et de Planification des Eaux mis en place représente un espace de dialogue et de solidarité entre les divers usagers du bassin versant qui se réunissent régulièrement sous l'autorité de son président, le Gouverneur de Thiès. Les travaux menés par ce comité ont permis de dresser un diagnostic partagé de l'état du bassin et d'identifier les enjeux prioritaires associés à des objectifs généraux. Le Plan de Gestion des Eaux de la Sous-UGP a ainsi été actualisé et doté d'un plan d'action priorisé à court et moyen-long terme, offrant une vision commune et transversale pour le bassin.

Les différents outils développés lors de ce projet ont vocation à être répliqués et constituent une boîte à outils pour accompagner la DGPRE dans la mise en place de mécanismes de GIRE sur le reste du territoire national, et à différentes échelles de planification, en particulier les Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE). À terme, ces mécanismes seront intégrés dans le projet de réforme du Code de l'eau sénégalais.

**Blaise DHONT,**  
Chef de projet GIRE, Office International de l'Eau



## Espagne: gestion intégrée des sédiments dans le bassin hydrologique de l'Èbre



© Ebro Hydrographic Confederation

Début 2023, le plan hydrologique du bassin de l'Èbre a été accepté. Il s'agit d'un fleuve de 928 km de long disposant d'un bassin de près de 85 500 km<sup>2</sup>. Dans ce plan est présentée pour la première fois la « Stratégie de gestion intégrée des sédiments dans le bassin hydrologique de l'Èbre ».

Cette stratégie est composée de plusieurs volets d'action devant être mis en œuvre par plusieurs institutions, dont la Direction générale de l'eau du ministère de la Transition écologique et du Défi démographique ainsi que la Confédération hydrographique de l'Èbre.

Parmi les actions liées à la remise en mouvement des sédiments, nous pouvons citer :

- le renforcement des connaissances portant principalement sur la caractérisation des sédiments qui se sont accumulés dans les réservoirs du cours inférieur de l'Èbre. Cette action a déjà été menée en grande partie ;
- la conception et la conduite d'essais d'extraction dans le réservoir de Ribarroja et l'organisation de crues contrôlées afin d'évaluer les possibles mouvements des sédiments jusqu'à la côte et proposer d'autres actions. Le premier essai de dragage a eu lieu le 14 novembre 2023. Ces essais permettront de choisir la méthode la plus efficace pour extraire et mettre en mouvement les sédiments retenus en aval ;
- la création d'un observatoire hydrologique du delta de l'Èbre afin d'améliorer l'organisation actuelle et de contrôler les mouvements possibles de la plateforme deltaïque. C'est pour cela qu'un nivellement topographique de grande précision a récemment été mené dans le delta.

À ces actions s'ajoute toute une série de mesures menées par la Direction générale de la côte et de la mer dans le delta de l'Èbre. Ces mesures, inspirées des solutions qui se fondent sur la nature, incluent une nouvelle délimitation du domaine public maritime-terrestre, la création de bandes de protection qui permettent le mouvement libre de la côte ou les transferts de sable entre plusieurs endroits de la côte à l'intérieur même du delta.

L'augmentation du niveau de la mer provoquée par le changement climatique pourra avoir, dans un avenir proche, de graves conséquences sur le delta de l'Èbre. Ce constat nous oblige à des efforts communs dans le fleuve et sur la côte afin de le protéger.

**Maria Dolores PASCUAL VALLÉS,**  
Présidente de la Confédération hydrographique de l'Èbre  
(novembre 2023)

## Chine : Réalisations importantes en matière de gestion intégrée et de restauration écologique de la rivière Yongding

La rivière Yongding est une importante zone de conservation des ressources en eau, une barrière de protection écologique et un corridor écologique dans la région Beijing-Tianjin-Hebei en Chine. Depuis les années 1980, la rivière Yongding a connu plusieurs problèmes, notamment la surexploitation des ressources en eau, une grave pollution de l'eau, la dessication de la rivière et la dégradation de l'écosystème.

En décembre 2016, la Commission nationale pour le développement et la réforme, le ministère des ressources en eau et l'ancienne administration nationale des forêts ont publié conjointement le plan global de gestion intégrée et de restauration écologique de la rivière Yongding, dans le but de faire de la rivière Yongding une « rivière fluide, une rivière verte, une rivière propre et une rivière sûre ».

Depuis la mise en œuvre de ce plan, la rivière Yongding présente des résultats évidents en matière de gestion intégrée et de restauration écologique grâce à une gouvernance systématique et collaborative en amont et en aval. Le corridor écologique vert a été formé et les fonctions écologiques se rétablissent progressivement.

Les multiples sources d'eau (eau transférée de l'extérieur, eau récupérée et eau locale) sont coordonnées, et la répartition unifiée de la quantité d'eau écologique en amont et en aval est renforcée, ce qui se traduit par une augmentation continue du nombre de rivières qui coulent. L'eau a traversé le cours de la rivière Yongding jusqu'à la mer une fois en 2021, deux fois au printemps et à l'automne en 2022, et toute l'année en 2023.

La gestion systématique des montagnes, de l'eau, des forêts, des champs, des lacs, des prairies et du sable dans le bassin de la rivière Yongding est encouragée, la barrière de sécurité écologique du bassin est progressivement stabilisée et le nombre de populations d'oiseaux des zones humides augmente d'année en année. La « rivière verte » émerge progressivement.

Les « actions de nettoyage des rivières et des lacs » et les « actions de lutte contre



© Hai Commission

l'occupation illégale, l'exploitation minière, l'empilement et la construction » sont menées en permanence, ce qui améliore l'aspect et la qualité environnementale des rivières et des lacs. Les résultats de la « rivière propre » sont évidents.

Le taux de conformité de la digue du cours d'eau principal a considérablement augmenté. La lutte réussie contre l'inondation catastrophique du bassin en juillet 2023 montre que la « rivière sûre » progresse régulièrement.

La construction de la rivière Yongding intelligente s'accélère et un système d'information pour la répartition et la gestion unifiées des ressources en eau de la rivière Yongding est en train d'être mis en place.

Les gouvernements des quatre provinces et villes situées le long du fleuve Yongding, à savoir Beijing, Tianjin, Hebei et Shanxi, ont négocié et introduit une société d'investissement stratégique, et ont investi conjointement et créé Yongding River Investment Co, Ltd. La loi sur les efforts conjoints du gouvernement et du marché a été progressivement explorée, et l' « exemple de la rivière Yongding » pour la gestion intégrée du bassin a été établi.

**Kang Jie,**  
Commission de conservation des eaux de la rivière Hai

# Le Mexique utilise la gestion des bassins versants pour mieux garantir le droit à l'eau des populations les plus vulnérables et des peuples indigènes



Examen de l'état d'avancement du plan de justice du peuple Yaqui. © CONAGUA

Le Programme national de l'eau 2020-2024 (PNH), qui régit la politique nationale de l'eau au Mexique et qui est élaboré par la Commission nationale de l'eau (Conagua), vise à résoudre les problèmes liés à l'eau, mais aussi à réduire les écarts d'inégalité et à progresser vers la sécurité de l'eau avec une approche fondée sur les droits de l'homme qui place les personnes au centre des priorités.

L'élaboration du PNH 2020-2024 a été un processus participatif basé sur la gestion intégrée de l'eau par bassin, avec une attention particulière aux besoins des populations les plus défavorisées dans l'ensemble des bassins qui composent le territoire national.

Dans cette perspective, la gestion est mise en œuvre comme une approche de politique publique qui poursuit le développement et la gestion coordonnés de l'eau, de la terre et des ressources connexes, et vise à garantir que l'utilisation des ressources en eau est orientée vers la réalisation des objectifs nationaux de développement économique et social, selon des critères d'équité et de durabilité environnementale.

Conformément à cette vision, le premier des cinq objectifs prioritaires du PNH 2020-2024 vise à garantir progressivement les droits de l'homme à l'eau et à l'assainissement, en particulier pour les populations les plus vulnérables. En ce

sens, la Conagua, en collaboration avec d'autres organismes du gouvernement fédéral, mène diverses actions qui visent à bénéficier aux plus vulnérables et à respecter les droits des peuples indigènes.

Ainsi, reconnaissant leurs us et coutumes, leur droit à la terre, à l'autodétermination, à la participation, à la consultation et au consentement libre, préalable et éclairé, le gouvernement fédéral a établi 17 plans de justice pour les peuples indigènes dans le but de connaître, de reconnaître et de répondre à leurs principales demandes et besoins, l'un d'entre eux étant l'accès à l'eau. Dans ce cadre, la Conagua a développé divers travaux dans les domaines de l'approvisionnement en eau potable, des infrastructures d'assainissement, de la réhabilitation, de la technification et de l'équipement des districts d'irrigation, et de l'octroi de titres de concession, notamment.

Un exemple est le Plan de justice pour le peuple Yaqui, dans l'État de Sonora (Nord), dans le cadre duquel la Commission de l'eau Yaqui a été créée. Il s'agit d'une action emblématique, puisqu'il s'agit du premier district d'irrigation administré par un peuple indigène, et d'une reconnaissance de sa responsabilité, de son autonomie et de sa capacité d'autogestion.

Un autre exemple de l'engagement du Mexique envers les populations les moins favorisées a été la délivrance de titres de concession à 16 communautés indigènes zapotèques dans les vallées centrales d'Oaxaca (Sud), ce qui constitue un précédent historique dans la reconnaissance des droits de ces peuples et de leur coresponsabilité en matière de gestion de l'eau.

Même s'il reste encore beaucoup à faire, ces actions témoignent de l'engagement du gouvernement mexicain à faire des droits de l'homme à l'eau et à l'assainissement une réalité, en partant du principe que « personne n'est exclu et personne n'est laissé pour compte ».



## La GIRE au Cambodge : de l'échelle locale vers l'échelle nationale

Depuis plus de dix ans, l'Office International de l'Eau (OIEau) appuie les autorités cambodgiennes dans la mise en œuvre de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) au Cambodge grâce à un projet de coopération institutionnelle financé par les agences de l'eau françaises Rhin-Meuse et Loire-Bretagne. La parution d'un sous-décret sur la gestion par bassin versant en 2015 a officialisé la gestion des ressources en eau par unité hydrographique, avec la création d'un comité national pour la gestion par bassin versant, ainsi que de comités de bassins provinciaux et municipaux.

À travers le projet de GIRE dans le bassin pilote du Stung Sen, un comité de bassin réunissant les acteurs interinstitutionnels de deux provinces a été créé. Au fil des années, l'OIEau a appuyé ce comité de bassin et son secrétariat pour qu'ils puissent jouer leur rôle en toute connaissance des enjeux intersectoriels liés à la ressource en eau sur le territoire du Stung Sen traversant les provinces de Preah Vihear et Kampong Thom.

Fort de cette expérience pilote de long terme, l'Agence française de développement (AFD) a souhaité que l'OIEau, à travers le projet WAT4CAM (Water for Cambodia), puisse formuler des recommandations pour améliorer la mise en œuvre de la GIRE au Cambodge. Depuis plusieurs mois, l'OIEau travaille donc à la préparation d'un rapport de recommandations qui permettra aux autorités cambodgiennes de rendre plus effective la mise en œuvre de la GIRE à l'échelle des bassins versants du pays. Ces recommandations se basent sur le retour d'expérience du projet de GIRE dans le bassin du Stung Sen mais également sur ceux d'autres expériences de gestion par bassin dans le pays,



Une délégation de l'OIEau a rencontré le ministre cambodgien des Ressources en Eau et de la Météorologie (MOWRAM) en janvier 2024. © OIEau

avec l'appui de différents coopérants internationaux. C'est dans ce cadre qu'une délégation de l'OIEau a rencontré le ministre des Ressources en Eau et de la Météorologie (MOWRAM) ainsi que plusieurs secrétaires d'État en janvier 2024. Les échanges ont permis d'étoffer les grandes lignes des recommandations en cours de finalisation visant à articuler la planification des ressources en eau aux différentes échelles de bassins hydrographiques (macro-régions, sous-bassins).

La préparation de ce rapport de recommandations coïncide opportunément avec la nomination des membres du comité national pour la gestion par bassin versant et de son secrétariat fin 2023. Ce comité devrait donner un nouveau souffle à la GIRE cambodgienne et se réunir pour la première fois en 2024.

## Sur la route de Bali : le RIOB organise le segment bassin au 10<sup>ème</sup> Forum Mondial de l'Eau



© PUPR

Dans le cadre du 10<sup>ème</sup> Forum Mondial de l'Eau (FME), qui se déroule du 18 au 25 mai à Bali (Indonésie) avec pour thème « l'eau pour une prospérité partagée », le Réseau International des Organismes de Bassin (RIOB) coordonne la préparation le segment dédié aux bassins.

Ce rendez-vous politique, inauguré en 2022 lors du 9<sup>ème</sup> FME à Dakar, vise à engager et mobiliser les parties prenantes pour accélérer la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD) des Nations Unies, par et pour les bassins.

Cet accent sur les bassins est crucial, car la gestion du bassin est essentielle pour mettre en œuvre une Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE), favorisant une utilisation optimale des ressources pour l'Homme et la nature. Cela équilibre également les besoins d'utilisations concurrentes et les besoins de l'environnement dont dépendent les sociétés. Pour les bassins, parce que les organismes de bassin et autres institutions assimilées ont besoin de moyens humains et financiers, ainsi que d'un soutien politique pour garantir des bénéfices durables.

### Le segment bassin abordera des thèmes tels que :

- le financement durable ;
- l'amélioration des systèmes d'information sur l'eau (SIE) ;
- la coopération entre parties prenantes ;
- et l'intégration de la sécurité écologique.

Cet événement donnera également l'occasion au RIOB de présenter de nouvelles initiatives, projets et publications, offrant ainsi une plateforme dynamique pour le partage de connaissances et d'expériences en vue d'une gestion plus efficiente et équilibrée des bassins à travers le monde.



« Je souhaite que nous puissions renforcer la collaboration entre le NARBO et le RIOB afin de gérer les ressources en eau, d'accroître nos progrès par le partage d'expériences et d'adopter les meilleures technologies mises en œuvre. Le NARBO poursuit les processus de collaboration avec le RIOB pour aider à mettre en place des événements lors du 10<sup>ème</sup> Forum Mondial de l'Eau à Bali. Le résultat de cet événement pourrait être une charte ou tout autre document équivalent qui contiendrait des engagements entre les membres du NARBO et du RIOB, sur les questions stratégiques des organismes de bassin, telles que les technologies, la gouvernance et les financements. »

**Dr. Imam SANTOSO,**  
Président, Réseau des  
Organismes de Bassin Asiatiques  
(NARBO)

### « Twin Basin Initiative » : programme mondial de jumelage pour les organismes de bassin

À l'occasion du 10<sup>ème</sup> Forum Mondial de l'Eau, le Réseau International des Organismes de Bassin (RIOB) lance un programme coordonné entre plusieurs partenaires, pour traduire les principes du Plan d'Action de Dakar pour les bassins des fleuves, des lacs et des aquifères. Il vise à promouvoir et développer progressivement les échanges entre pairs et les alliances de jumelage entre les organisations de bassin.

Première composante confirmée de cette initiative, un projet « Peer-to-Peer » de soutien pour les bassins a été mis au point grâce à l'appui de la Direction générale des partenariats internationaux (DG INTPA) de la Commission européenne. L'objectif global de cette action est d'améliorer la gestion durable des ressources en eau dans un contexte de pressions croissantes et de changement climatique, via des échanges d'expérience mondiaux entre équipes des organismes de bassin elles-mêmes.



« L'Union européenne (UE) conçoit la coopération dans le domaine de l'eau comme un vecteur de paix, de sécurité et de stabilité régionale. La Gestion Intégrée des Ressources en Eau nous permet de renforcer la coopération intersectorielle avec nos partenaires. L'UE dispose d'une richesse d'expériences et d'outils qu'elle souhaite mettre à profit avec le RIOB grâce à un réseau d'échange technique et institutionnel entre organismes de bassin. Cette initiative s'inscrit dans une approche plus large permettant la mise en œuvre du Global Gateway. »

**Mme Marjeta JAGER,**  
Directrice générale adjointe, Direction générale des partenariats internationaux (DG INTPA) de la Commission européenne

## Assemblée Générale Mondiale du RIOB



**OFB**  
OFFICE FRANÇAIS  
DE LA BIODIVERSITÉ



**INBO**  
INSTITUT NATIONAL  
DE LA BIODIVERSITÉ

**eAU**  
GRAND SUD-OUEST  
AGENCE DE L'EAU ET DES  
BASSINS



**La prochaine Assemblée Générale Mondiale du Réseau des Organismes de Bassin (RIOB), qui célèbre son 30<sup>ème</sup> anniversaire, aura lieu du 7 au 10 octobre 2024, à Bordeaux, en France.**

Cette édition est organisée par le RIOB, en partenariat avec l'Agence de l'eau Adour-Garonne, la Région Nouvelle-Aquitaine et l'Office français de la biodiversité.

Elle a pour ambition de réunir des participants du monde entier, acteurs de la gestion de la ressource en eau. Elle vise en particulier les organismes de bassin nationaux et transfrontaliers. Mais y sont également conviés les représentants des ministères et autres administrations de l'État, des organisations non gouvernementales, des bailleurs de fonds, des agences des Nations Unies et des organisations intergouvernementales, les organisations de la société civile, du secteur privé, des universités et des centres de recherche.

Le programme de l'événement comprend des ateliers techniques interactifs, des visites culturelles et techniques, ainsi que des sessions thématiques sur:

- l'amélioration de la qualité de l'eau ;

- la lutte contre les pénuries d'eau ;
- la mise en place d'une gouvernance de l'eau efficace pour l'adaptation au changement climatique ;
- le développement de stratégie à l'échelle des bassins pour le déploiement de la réutilisation des eaux usées et des autres ressources en eau non-conventionnelles ;
- la coopération internationale et transfrontalière.



**POUR EN SAVOIR PLUS**

**Inscrivez-vous ici**

### Le RIOB fait peau neuve !

Après avoir modernisé son logo et sa charte graphique, le RIOB lance son nouveau site web en mai 2024 ! Il offre une navigation plus fluide et une meilleure ergonomie, afin de permettre aux utilisateurs de suivre les activités du réseau et de ses membres.

### Les Manuels du RIOB : un nouveau titre consacré au Transfert des déchets et des plastiques dans les milieux aquatiques

Initiée en 2009 pour guider les acteurs des ressources en eau, la collection des « Manuels du RIOB » s'enrichit en 2024 avec un ouvrage consacré au transfert des déchets et plastiques dans les milieux aquatiques. Ce dernier propose une analyse approfondie de leur caractérisation, de leurs origines et de leurs répercussions, tout en explorant la gestion des flux dans les bassins et les méthodes de réduction en amont, ainsi que les solutions pour atténuer leur impact. Ce manuel a été rédigé en partenariat avec le Partenariat Français pour les Déchets (PFD), l'International Solid Waste Association (ISWA) et l'Agence française de développement (AFD).



**POUR EN SAVOIR PLUS**

**Tous les manuels**

### Water International : numéro spécial « bassins »

Le RIOB collabore avec l'International Water Resources Association (IWRA) pour la publication d'un numéro spécial, en mai 2024, de la revue Water International dédié à la gestion des ressources en eau dans les bassins de rivières, de lacs et d'aquifères. Cette édition revient sur 30 ans de gestion par bassin, en dressant une analyse des progrès réalisés et des défis à venir pour les organismes de bassin.

Les études de cas et articles de recherche des auteurs traitent de la gouvernance, des systèmes d'information sur l'eau, de la planification et mise en œuvre au niveau des bassins.

### Plan d'action du RIOB 2024-2027

A l'occasion de son 30<sup>ème</sup> anniversaire, le RIOB renouvelle son Plan d'action triennal. Les priorités thématiques seront adoptées en Assemblée Générale, en fonction des échanges préparatoires avec ses membres et partenaires, en octobre 2024, à Bordeaux.



## Entretien avec Monsieur le Ministre de l'Équipement et de l'Eau du Maroc et Président du RIOB

### Pourquoi avez-vous accepté la présidence du RIOB ? En quoi le RIOB s'inscrit-il dans votre champ d'activité ?

Le Maroc a accepté la présidence du Réseau International des Organismes de Bassin (RIOB) pour plusieurs raisons. Tout d'abord, cela représente une reconnaissance de l'engagement du Maroc dans le renforcement de la mise en place de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) au niveau des bassins, et ce à l'échelle internationale.

En assumant la présidence du RIOB, le Maroc renforce son leadership dans le domaine de la GIRE au niveau des bassins hydrographiques et son implication dans les initiatives mondiales dans ce domaine et renforce son rôle dans la coopération internationale en matière de gestion de l'eau.

De plus, cela offre une opportunité au Maroc de partager son expertise et son expérience en matière de gestion des ressources en eau avec d'autres pays membres du RIOB, tout en bénéficiant également des connaissances et des bonnes pratiques des autres membres et en tissant des relations et des partenariats entre les Agences de bassins Hydrauliques marocaines et les organismes de bassin faisant partie du réseau.

Le rôle dévolu au RIOB, entre autres, en termes de promotion de la gestion intégrée des ressources en eau, s'inscrit pleinement dans les attributions du Ministère de l'Équipement et de l'Eau, et constitue le cœur même de ses préoccupations en œuvrant à assurer une gestion efficace et durable des ressources en eau au Maroc.

### La valorisation de la gestion par bassin lors de la conférence de New York représente une satisfaction pour le RIOB, qui œuvre depuis sa création pour une reconnaissance de cette échelle. En quoi est-ce encourageant ?

En effet, nous nous réjouissons en tant que membre du RIOB que la gestion par bassin a été davantage mise en avant à l'occasion de la Conférence des Nations Unies sur l'Eau tenue en mars 2023 à New York. Elle a été largement débattue, lors de plusieurs événements parallèles, y compris ceux organisés par le RIOB.

Je cite l'un des plus importants, l'événement parallèle tenu au siège de l'ONU sous le thème « Durabilité dans la bonne gouvernance des ressources en eau souterraines », organisé conjointement par le Ministère de l'Équipement et de l'Eau et le RIOB, et qui a connu une participation importante, représentant les gouvernements et les organisations internationales.

Cet événement parallèle a été considéré comme une deuxième opportunité, après le Sommet sur les eaux

souterraines qui s'est tenu à l'UNESCO-Paris en Décembre 2022, pour souligner et mettre en lumière les défis et les solutions liés à la gouvernance des eaux souterraines au niveau international afin d'en assurer la préservation et l'utilisation rationnelle et durable, d'un côté, et de discuter comment cet aspect de durabilité pourrait être pris en compte, en particulier au niveau de l'unité de gestion et planification « bassin hydrographique », afin d'accélérer la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable.

En reconnaissant cette approche, la Conférence sur l'eau de New York a encouragé implicitement la collaboration internationale dans la gestion des ressources en eau, ce qui est crucial pour résoudre les conflits potentiels liés à l'eau et pour favoriser une utilisation équitable et durable des ressources en eau partagées. Cela peut conduire à un partage accru des connaissances, des meilleures pratiques et des ressources entre les différents pays et organisations travaillant dans le domaine de la gestion de l'eau, ce qui est bénéfique pour tous les acteurs impliqués.

### La Déclaration Eau et Nature et le Plan d'action de Dakar sont deux initiatives majeures qui ont été initiées sous votre mandat. Pouvez-vous nous en dire plus sur leur importance dans le cadre de l'atteinte de l'Objectif de Développement Durable (ODD) 6 et la nécessité de les perpétuer ?

Ces deux initiatives trouvent leur importance justement dans leurs objectifs à atteindre l'ODD 6 qui vise à garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et à assurer une gestion durable des ressources en eau.

Pour ce qui est de la Déclaration Eau et Nature, adoptée lors du Forum International de l'Eau et de la Nature



© Ministère de l'Équipement et de l'Eau du Maroc

en 2021 à Marseille, elle met en avant l'importance de préserver les écosystèmes aquatiques et de reconnaître leur rôle crucial dans la gestion durable de l'eau. Elle souligne notamment la nécessité de protéger les bassins hydrographiques, les zones humides et les écosystèmes aquatiques pour garantir la disponibilité et la qualité de l'eau pour les générations présentes et futures. En mettant l'accent sur la connexion entre la préservation de la nature et la gestion de l'eau, cette déclaration contribue à la réalisation de l'ODD 6 en intégrant les dimensions environnementales dans les politiques et les pratiques de gestion de l'eau.

Quant au Plan d'action de Dakar, lancé lors du 9ème Forum Mondial de l'Eau à Dakar en 2022, il propose une feuille de route pour renforcer la gouvernance de l'eau à l'échelle mondiale. Il met l'accent sur des aspects tels que la coopération internationale, la participation des parties prenantes, la mobilisation des ressources financières et la promotion de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour tous. En fournissant un cadre pour coordonner les efforts mondiaux en matière de gestion de l'eau, le Plan d'action de Dakar contribue à la réalisation de l'ODD 6 en favorisant une approche holistique et coordonnée pour relever les défis liés à l'eau au niveau mondial.

L'enjeu maintenant réside dans la poursuite et le renforcement de ces initiatives, qui nécessite la mobilisation et l'engagement continu des toutes les parties prenantes, afin de progresser ensemble, gouvernements, organismes de bassins et institutions internationales et civiles, vers l'objectif commun d'assurer l'accès à l'eau et à l'assainissement pour tous et de garantir une gestion durable des ressources en eau.

## Le Royaume du Maroc, en collaboration notamment avec le RIOB, a organisé en 2023 la 3<sup>ème</sup> Conférence Eau et Climat. Quels sont les enjeux auxquels répondent ces conférences ?

L'organisation de la 3<sup>ème</sup> Conférence Internationale Eau et Climat (3 CIEC) le 6 et 7 Juillet 2023 à Fès, sous le Haut Patronage de Sa Majesté Le Roi Mohamed VI Que Dieu L'Assiste, par le Ministère de l'Equipment et de l'Eau, en collaboration avec le RIOB et le Conseil Mondial de l'Eau (CME), à mi-chemin vers la COP 28, s'est inscrite dans la continuité de la série de conférences sur l'eau et le climat, dont la première a été tenue à Rabat en 2016, et la deuxième en 2017 à Marseille.

Ces conférences visent à intégrer justement les agendas de l'eau et du climat, reconnaissant l'interdépendance entre ces deux domaines, à mettre en exergue l'ampleur des impacts du changement climatique sur les ressources en eau et des conséquences sur la disponibilité, la qualité et la répartition des ressources en eau à l'échelle mondiale, à identifier les solutions et les meilleures pratiques d'adaptation.

Pour cette 3<sup>ème</sup> édition des conférences CIEC, nous voulions souligner lors du Mandat du Maroc dans la présidence du RIOB, l'importance de la gestion de l'eau au niveau des



© RIOB

bassins d'abord dans le renforcement de l'adaptation et la résilience du secteur de l'eau, mais aussi dans l'atteinte des Objectifs du Développement Durable (ODD). Ainsi, pour cette édition, nous avons choisi le titre « la gestion de bassin : Clé pour l'adaptation et l'atteinte des Objectifs de Développement Durable ».

Les sessions thématiques de la Conférence étaient principalement déclinées du Discours de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu l'Assiste, à l'occasion de l'ouverture de la 1<sup>ère</sup> session de l'année législative du Parlement (2023), qui avait donné une importance majeure aux défis auxquels le Maroc fait face concernant les questions liées à l'eau. Des défis partagés entre plusieurs pays, particulièrement dans la région de la Méditerranée.

La conférence a connu un grand succès avec la participation de presque 500 personnes issues de pays et d'organismes différents, à savoir des représentants des gouvernements, des organismes de bassins, des institutions internationales, du secteur privé et de la société civile.

À l'issue des deux jours de la conférence, un appel de Fès a été lancé, engageant ainsi tous les participants à renforcer la mise en place de la GIRE au niveau des bassins comme outil d'adaptation au changement climatique et l'atteinte des Objectifs de Développement Durable, à travers le partage des bonnes pratiques, l'inclusion de l'innovation et les nouvelles technologies, la sauvegarde des eaux souterraines, l'amélioration de la gestion intersectorielle et la mise en cohérence des politiques sectorielles, la préservation et la lutte contre la pollution des ressources en eau, le renforcement de la communication et la sensibilisation autour de la problématique de l'eau, et le recours aux énergies renouvelables dans le processus de production d'eau.

C'était aussi l'occasion de réaffirmer tout notre attachement au Plan d'action de Dakar pour les bassins des rivières, des lacs et des aquifères, notre engagement dans la Coalition pour la Coopération Transfrontalière sur l'Eau, et enfin notre volonté de préparer activement le segment des bassins du processus politique du Forum Mondial de l'Eau prévu à Bali, en mai 2024.

# Le RIOB en bref



**1994**

Année de création



**Status**

Association de droit français, sans but lucratif.



**Objectif principal**

Soutenir toutes les initiatives en faveur de l'organisation de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) au niveau des bassins versants des fleuves, lacs ou aquifères nationaux ou transfrontaliers, pour concilier croissance économique, justice sociale, protection de l'environnement et des ressources en eau et, participation de la société civile.



**Organisation**

Cette plateforme d'échange de connaissances et d'expériences est administrée par son Président et le Bureau de Liaison qui organisent le Secrétariat technique permanent assuré par l'Office International de l'Eau (OIEau). Son Assemblée Générale Mondiale a lieu tous les 3 ans. La Présidence du RIOB est assurée par le Maroc, depuis l'AG de 2019, et ce, jusqu'en 2024.



**Actions**

Echanges d'expériences, jumelages, événements et partenariats (avec l'OCDE sur la gouvernance de l'eau, avec la CEE-ONU sur la coopération transfrontalière et l'adaptation au changement climatique). Mise à disposition de l'expertise du Secrétariat technique permanent assuré par l'OIEau : appui technique et institutionnel, formation, données et systèmes d'information.



**Réseau**

192 Organismes-Membres (organismes de bassins, administrations gouvernementales chargées de l'eau, organisations de coopération bi ou multilatérale) et Observateurs Permanent dans 88 pays.



**Implantation**

7 réseaux régionaux, pour renforcer les liens entre les Organismes-Membres de pays voisins, développer les activités collectives du RIOB dans la région, organiser des activités communes d'intérêt général.



**RIOB**

Réseau International  
des Organismes de Bassin

**Secrétariat RIOB**

Office International de l'Eau  
22, rue de Madrid  
75008 PARIS  
FRANCE

☎ +33 1 44 90 88 60

✉ info@riob.org

N° ISSN: 1026-0331 - En ligne: 2310-5860

[www.inbo-news.org](http://www.inbo-news.org)

La « Lettre du RIOB » est éditée  
avec le soutien de l'Office français  
de la biodiversité.



**Directeur de la publication:** Eric TARDIEU

**Rédactrice en chef:** Sabine BENJAMIN

**Coordination éditoriale:**

Edouard BOINET - Myriam SONNI -  
Marjorie GERMAIN-LUPI

**Traduction:** Langagewire

**Charte et éléments graphiques:**  
Agence Sequoia

**Maquette:** Marion BARIL

**Impression :** Mediaprint